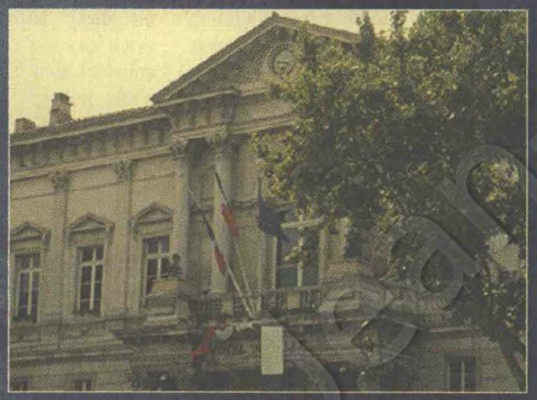
Vendredi

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

26 mai 1995 n° 251 10 F

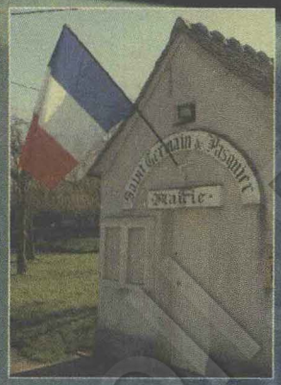


Élections municipales : 10 villes exemplaires

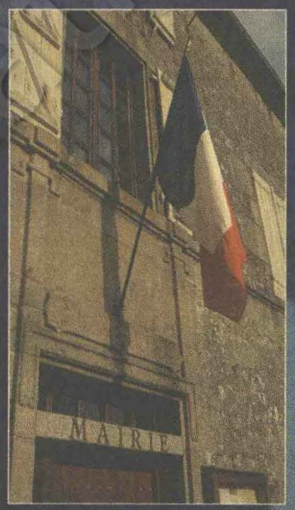


Henri Emmanuelli à Juppé : "vous serez jugé sur vos actes"









Le secteur public se défend : premier coup de semonce unitaire le 30 mai



Cités de gauche

A peine nos regards ne sont-ils plus tournés vers la présidentielle que déjà une autre campagne, celle des municipales, vient prendre le relais, mobiliser notre attention, notre énergie, nos espoirs. Dans trois semaines et ce n'est pas beaucoup, il faudra gagner la bataille des mairies contre la droite, garder nos municipalités, en conquérir d'autres. Cette succession rapide d'échéances politiques essentielles n'est pas le fait d'un hasard, d'une coïncidence de calendrier. Elle est l'œuvre tout entière de Charles Pasqua. Une question est cependant désormais posée. Le maléfice de procédure, qu'avait conçu le ministre de l'Intérieur qu'il n'est plus, pourra-t-il se retourner contre ceux à qui il devait profiter ? Dans l'esprit de l'ancien patron du SAC qui est tout sauf un sot, mais qui ne partagera jamais notre conception du combat politique et de la démocratie, les choses étaient simples. La cause était même entendue. Edouard Balladur, haut la main, remportait l'élection présidentielle et, dans la foulée, ceux qui se recommandaient de lui gagnaient, razziaient, arrachaient ici ou là des communes à la gauche et aux amis défaits de Jacques Chirac. On sait que le score remarquable de Lionel Jospin et la première place que le Parti socialiste décrocha au soir du premier tour bouleversèrent la belle mécanique du RPR, allant jusqu'à faire vaciller son champion dans le round final. Cette dynamique présidentielle est notre force municipale. Nous devons la développer et l'étayer de nos autres atouts. L'expérience tout d'abord, qui nous a permis d'administrer avec succès, avec talent, avec dévouement, bien des villes et des villages où nos propositions innovantes ont changé la vie, amélioré son cadre, défendu sa qualité. Le rassemblement de la gauche ensuite, que nous sommes en train de réaliser par des listes d'union, dans la plupart des municipalités, avec les communistes, souvent, avec les radicaux et des écologistes parfois, alors même que la droite est loin d'avoir cicatrisé les plaies encore saignantes de ses affrontements. La volonté enfin de ne pas laisser tous les leviers de l'action publique entre les mains des conservateurs. C'est en songeant à tout cela, à la nécessité de défendre nos valeurs, nos engagements, nos convictions, qu'il faudra voter et faire voter socialiste les 11 et 18 juin prochains.

Henri Emmanuelli

ISSN 0995-0583

Le billet de Vendredi

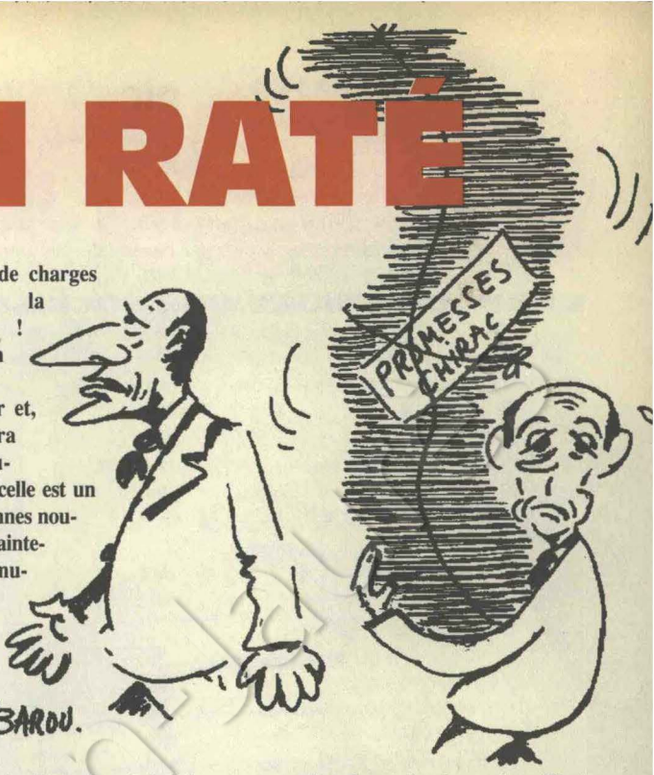
Ces jours-ci, la vie politique s'apparente à une valse à trois temps. Après la légitimité qui a amené la classe politique à saluer l'élection d'un nouveau président, le temps des mesures démagogiques, "de la poudre de perlimpinpin", est vite arrivé. A défaut de fond, on commence par la forme. "Désormais, la voiture du Président s'arrêtera au feu rouge", comme si François Mitterrand avait brûlé les feux rouges pendant quatorze ans. Le troisième temps, c'est Alain Juppé qui l'a engagé avec sa déclaration de politique générale, coincé entre ce qui pourra être tenu et ce qui ne pourra pas l'être. Nous avons une mission importante de vigilance et d'opposition que nous jouerons pleinement pour que la démocratie française ne marche pas sur une seule jambe. Une valse à trois temps aussi pour la gauche qui, après la dynamique créée autour de la candidature de Lionel Jospin, de la loyauté du parti et de son efficacité, a connu le temps du psychodrame organisé et manipulé. Fort heureusement, vient aujourd'hui le temps du rassemblement. "Le Parti socialiste n'est pas une fin en soi. Nous sommes là pour le servir et non pour nous en servir." Si chacun garde ce principe à l'esprit, notre avenir s'annonce des plus sereins.

Ve

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - PHOTO : Pascal Lebrun (78.53) - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61), Binh Vu Trong (78.53) - ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78-57) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - CRÉDIT PHOTO: P. Lebrun - p. 6, SIPAPRESS/ SIPAHIOGLU. - Ce numéro a été tiré à 116 000 exemplaires.

EXAMEN RATÉ



Le clivage droite/gauche semblait n'avoir plus cours, mardi 23 mai, lors du discours de politique générale d'Alain Juppé à l'Assemblée nationale. On s'endormait sur tous les bancs.

Le discours de politique générale prononcé par le Premier ministre, Alain Juppé, devant l'Assemblée nationale ce mardi 23 mai a été un examen raté sur la forme, une formidable manipulation sur le fond, l'ouverture de la porte sur des lendemains qui déchantent et l'étalage spectaculaire des premières contradictions.

Une forme ratée : deux heures ou presque d'un discours terne, monocorde, froid, technocratique, sans aucun souffle, sans aucune émotion. L'Assemblée ne s'y est pas trompée : elle s'endormait ! Savez-vous ce qu'on a même entendu ? "Rendez-nous Balladur !" Au moins, lui, il provoquait des réactions par sa vanité maladive. Juppé, rien. Je vous assure, en sortant de l'hémicycle où régnait une chaleur étouffante, tous les parlementaires, ceux de la majorité en tête se plaignaient de son caractère soporifique. Quand règne la froide technostructure...

Une formidable manipulation sur le fond : pendant cette longue litanie, le Premier ministre a annoncé dépenses sur dépenses, revalorisation des retraites, du Smic, programmes de logements sociaux, exonérations de charges sur exonérations de charges sans annoncer la moindre recette ! C'était "demain on rase gratis" dans toute sa splendeur et, en plus, il n'y aura aucun impôt nouveau. En fait, la ficelle est un peu grosse : les bonnes nouvelles sont pour maintenant, avant les municipales, les mauvaises nouvelles sont pour juillet, après les municipales. C'est à ce moment-là, lors de la discussion de la loi de finances rectificative, que la note sera présentée aux Français. Et c'est pourquoi la porte est ouverte sur les plus grandes inquiétudes : qui payera, demain, cette débauche de dépenses qui effraye déjà les marchés financiers ? Qui payera ? On peut vous le dire : avec la droite, ce sont toujours les mêmes qui payent l'addition.

Et, disant cela, on ne fait que croire ce qu'a dit publiquement le nouveau président de la République, Jacques Chirac : on augmentera la TVA, c'est-à-dire l'impôt le plus injuste, celui qui frappe autant les pauvres que les riches, c'est-à-dire celui les frappe plus, en réalité, l'impôt anti-redistributif.

Si bien que la chanson que l'on chante aux smicards est simple : aujourd'hui j'augmente le Smic et, en juillet, je vous reprends cette augmentation par la TVA... On se moque des gens.

Enfin, est venu le temps des contradictions spectaculaires : il fallait voir la tête de Bayrou quand Juppé lui a confié publiquement la charge d'organiser le référendum sur l'Education dont il a dit à maintes reprises que c'était une très mauvaise idée et qu'il ferait tout pour l'empêcher !

Bref, après le temps de l'alternance et celui des premières mesures démagogiques est venu celui des choses sérieuses. Il faudra donc attendre quelques semaines pour juger le gouvernement. Mais on a déjà une petite idée.

Jean Glavany

Et tout cela, ça fait d'excellents ministres

Est-ce Monsieur Juppé qui couche dans le lit douillet des premiers ministres ou bien la réincarnation de son malheureux prédécesseur ? Percevons-nous l'écho assourdi de ce gaullisme populaire dont la survivance emprunte davantage à l'écran de fumée électoral, qu'à la véritable conviction politique, mais dont avec beaucoup de talent et pas mal de discours, le président de l'Assemblée nationale s'est fait le chantre inspiré ? On ne sait.

Tournant le dos à la moindre audace, M. Juppé a écouté la voix métallique de son maître corrézien et s'est soumis à l'ombre tutélaire de Giscard. Doublant chaque ministre d'un secrétaire d'Etat qui le surveille (et vice versa), c'est un ministère pléthorique qu'avec goût il a recruté dans ces cercles choisis, dans ces hauts lieux de la pensée, dans ces jardins romantiques que sont la mairie de Paris, l'appareil central du RPR et les Clubs perpectives et réalités.

Les Français savaient-ils qu'ils votaient pour le retour de M. Pons, ce docteur Macbeth dont les mains sont tachés du sang d'Ouvéa, pour que la diplomatie française renoue sous la férule de M. de Charette avec sa tradition nobiliaire, pour que M. Millon dirige des armées dont il dit tout ignorer, pour que Mme Codacionni qui dédia un rapport à la Vierge Marie manifeste son hostilité à l'IVG ? Probablement pas ! Trouvent-ils cocasse qu'un jeu de chaises musicales ait envoyé M. Douste-Blazy, un des seuls ministres de M. Balladur qui a vaguement réussi, vers Cannes et Avignon, modernes Capoue, pour qu'il s'y cultive en silence, M. Toubon vers la place Vendôme où il freinera tranquillement la marche de la justice pour la plus grande gloire de l'OPHLM de Paris, l'équilibriste/acrobate Bayrou à l'éducation pour assurer le changement avec la politique de son prédécesseur et organiser un référendum auquel il a manifesté, lors de la campagne électorale, son indéfectible attachement et enfin Alain Madelin au Ministère de l'Economie, des Finances, du commerce exterieur, de l'industrie, du budget, etc pour y entretenir les citadelles de cette principauté de Bercy qui s'étend déjà sur les terres de Matignon.

Jolie distribution de poètes qui ne manquera pas de nous réserver bientôt quelques numéros comiques, mais qui, pour l'heure, fait exploser les ministères sociaux, oublie la Bretagne, privée de Ministre de la Mer, l'information concentrée à Matignon, vingt millions d'Alsaciens, de Provençaux, de Niçois et de Lorrains à qui l'on a pas cru utile d'offrir un représentant !

Ce gouvernement dont la consanguinité avec le précédent est flagrante, respecte à la lettre une certaine tradition conservatrice: il ne fait place aux femmes que pour les seconds rôles, n'apprécie la jeunesse que lorsqu'elle ne dépasse pas le rang de secrétaire d'Etat. Il ne manquerait plus que Pasqua, Sarkozy et Léotard pour que le tableau soit complet. Bref du Balladur sans Balladur, voilà tout ce que nous avons gagné pour trois ans. C'est un peu court.

Marc-Antoine Muret

D'une pierre deux sous



Après le métaphorique Paris by night en CX sponsorisé par la maison Calvet, les cabinets (ministériels) bouchés, les douze jupettes gentiment éparpillées dans des sous-secrétariats d'Etat qui tiennent plus du four que du moulin, le tout frais président de la République et son premier conseil des ministres, apparemment tous deux en mal d'idées, nous ressortent la bonne vieille recette balladurienne de l'État à la bonne franquette ou, dans la version juppéo-chiraquienne, plus près de toi mon peuple.

Le glas du GLAM (Groupe des liaisons aériennes ministérielles), créé en 1945 par le général de Gaulle, est définitivement sonné au bénéfice de Nouvelles Frontières (ah, je ne vous cache pas mon rêve de voyager surclassé aux côtés de la francophonique Margie Sudre) ; les gyrophares et autres sirènes sont bâillonnés ; les escortes motorisées sont momentanément dégonflées (regonflables en cas d'urgence) ; on arrête de griller les feux rouges comme les livreurs de Spizza 30 ; la loi-TGV (Très Grande Vie) des déplacements officiels est abolie.

Fini les V6, bonjour les vieilles (de) charrettes. Après la chasse aux sorcières, c'est la chasse au gaspi, on taille dans le gras de Marianne, le gratin est mis au pas de la circulation, à toi, ministre-citoyen, de trouver ta place dans le trafic.

On ne peut véritablement se plaindre de cette spectaculaire mise au rebut des signes extérieurs de richesse. L'exemple doit venir du haut, certes, mais n'oublions pas que c'est sur le plancher des vaches que le plus dur reste à faire.

Le symbole démocratique des années 90 ne doit pas être le haut fonctionnaire détroussé de son Guide du routard parisien mais un immédiat et efficace secours à l'exclu, au malade du Sida, au sans-logis, au chômeur abandonné, à tous ces nouveaux marginalisés qui pensent que les Safrane sont des déesses grecques ou des fusées interplanétaires, et qui, chaque matin, se parfument de solitude et de désespoir. Car le symbole, même s'il noircit les premières pages des quotidiens, n'échappe pas à la dure réalité et ce n'est pas en remplaçant les uniformes des gardes républicains par des bloudjinnzes ou en ouvrant un resto U à Matignon que l'on rendra au peuple ce qui est au peuple.

Sur ces bonnes paroles, il faut que j'y aille ; pas de temps à perdre, ce soir, avec tous ces nouveaux ministres coincés sous les feux rouges...

RÉPONSE D'HENRI EMMANUELLI (EXTRAITS) À LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT (ASSEMBLÉE NATIONALE/25 MAI 1995

"Vous serez jugé sur vos actes"



Vous voici, Monsieur le Premier ministre face à une lourde responsabilité.

Gouverner n'est pas facile, mais réussir ou échouer sera de votre entière responsabilité puisque vous avez désormais pratiquement tous les pouvoirs. Rarement, dans l'histoire de nos républiques une majorité n'aura disposé de relais aussi nombreux, d'une domination aussi peu partagée.

Peut-être aurait-il été plus sain, plus normal, de rechercher un meilleur équilibre? La réalité du suffrage universel qui s'est exprimée le 7 mai ne trouve guère son compte dans la configuration actuelle de l'Assemblée nationale. Mais le Chef de l'État et vous-même n'y avez rien trouvé à redire. Ce choix manque de sagesse, mais il vous appartient et à vous seuls, même si vous le regretterez un jour.

Nous aurons à assurer pour ce qui nous concerne, sans étroitesse, ni mesquinerie, le rôle d'opposant que nous a assigné le peuple français. Je ne suis pas de ceux qui considèrent que cette position confère un droit de critique illimité et systématique, exclusif de tout devoir. Au nom des 14 millions de Françaises et de Français, près de la moitié du corps électoral, qui ont placé en nous leur espérance en votant Lionel Jospin, nous serons donc vigilants, mais responsables. Critiques, mais constructifs. Nous ferons le meilleur usage de cette liberté de réflexion, indispensable à la vie d'une démocratie, nécessaire à la respiration d'une république. Nous n'oublierons pas non plus que le peuple français a pris goût aux alternances et que le temps qui s'écoule entre les promesses d'une campagne et les actes d'un septennat réduit singulièrement l'espace de l'oubli.

À l'aune des promesses la tâche sera ardue, non seulement parce que les défis sont lourds à relever, mais aussi parce que le bilan de ces deux dernières années est négatif.

Oui le bilan est lourd. Il est lourd et dur pour beaucoup. Il n'a d'autre cause que l'erreur qui est faite depuis deux ans et qui consiste, dans le droit fil de la pensée conservatrice, à privilégier l'offre au détriment de la consommation. Les prélèvements massifs qui ont ponctionné le pouvoir d'achat des ménages ne sont pas seulement une grave injustice sociale. Ils sont un contresens économique.

Souvenez-vous en pour ne pas répéter cette erreur, cette illusion. Ce n'est pas en privilégiant l'entreprise au détriment des ménages, l'actionnaire au détriment des salariés que l'on fait une bonne politique économique, que l'on réduit comme prétend le faire le président Jacques Chirac, la fracture sociale. Contrairement aux idées dominantes, celles et ceux qui se battent pour améliorer leur salaire se battent aussi pour l'emploi. Du niveau de revenu de chacun dépend le niveau de demande de la Nation. Je le disais hier et c'était un archaïsme. Je le dis aujourd'hui et je découvre que c'est un sujet à la mode.

Oui le bilan est lourd et les Français l'ont fait savoir à votre prédécesseur le 23 avril dernier. C'est en effet le désaveu d'une majorité, d'un gouvernement qui n'ont pas su répondre à leurs attentes que les électeurs ont voulu manifester en sanctionnant celui qui, depuis deux ans, dirigeait, avec vous et bon nombre de ceux qui vous entourent, la politique du gouvernement. Or cette aspiration à un véritable changement n'a pas pris fin le 7 mai dernier. La France continue d'exprimer ses craintes, au travers de mouvement sociaux qui, de plus en plus nombreux, surgissent aussi bien dans le secteur public que dans les entreprises privées.

De cela vous avez peu ou pas parlé. Lorsque vous vous évadiez quelques secondes des considérations d'ordre général pour entrer dans le concret des mesures, il m'est arrivé de m'interroger: A-t-on véritablement changé de gouvernement ?

Comment ne pas être frappé, en effet, par la continuité de vos idées et de celles qui ont été appliquées depuis deux ans ? Entre vos ambitions affichées et vos choix affirmés. Je crains qu'il y ait déjà comme un goût d'achèvement dans ce commencement.

Sorti de la certitude du bilan, on entre le domaine des intentions et des proclamations. Mais, comme vous le savez, ce n'est pas sur cela que l'on juge les responsables publics. Seuls les actes permettent d'apprécier leur sincérité. Nous vous jugerons donc sur votre politique concrète et nous nous déterminerons par rapport à elle. Cela ne nous empêche pas pour autant de nourrir un certain nombre de craintes. Je les appelle aujourd'hui des interrogations. Celles-ci ne sont pas surprenantes. Il y avait voici deux semaines deux projets en lice. Celui de Jacques Chirac et celui de Lionel Jospin. Le vôtre et le nôtre. Ils n'ont pas disparu par la magie d'une élection même si une majorité de Françaises et de Français a choisi l'un plutôt que l'autre. L'un contre l'autre. (•••)

Vous nous dites, monsieur le Premier ministre, que vous souhaitez engager une véritable "guerre contre le chômage" Qui ne vous suivrait dans cette voie ?

Le Contrat initiative emploi, à vous écouter, devrait incarner presque à lui seul une "nouvelle politique". Cette mesure nous la connaissons bien. Elle fut initiée en 1989, réaménagée en 1991 par Martine Aubry. Nous voici donc engagés dans un processus qui risque de coûter 50 milliards de francs au budget de la nation et dont la plus grande partie se transformera en de nouvelles subventions pour des entreprises qui ne s'engageront pas, en contrepartie, dans une véritable politique pour l'emploi.

Les 150 milliards que M. Balladur avait déjà inutilement consentis au patronat ne vous auraient-ils donc pas suffi ? Croyez-vous vraiment Monsieur le Premier ministre que l'on puisse appeler cela "le changement" ? (•••)

Dans le domaine européen, dans celui de l'amélioration du fonctionnement démocratique de l'État et de la modernisation de ses institutions, nous attendons les textes que vous nous présenterez et nous veillerons au respect des engagements fondamentaux de la nation.

Dans le domaine politique et social, il est manifeste que nous ne représentons pas les mêmes forces, les mêmes aspirations. Vous nous avez parlé d'une ambition et vous nous proposez une gestion. Une gestion conservatrice finalement assez classique, sans grande imagination, qui s'efforce de protéger les privilèges et qui préserve l'égoïsme et la richesse. Une gestion sans commune mesure avec les défis que notre pays se doit de relever pour entrer dans le troisième millénaire.

Vous comprendrez donc, Monsieur le Premier ministre, que les députés socialistes ne voteront pas la confiance que vous leur demandez continueront de défendre une autre vision de la France, un autre projet, une autre conception du combat politique et de l'organisation collective fondée sur l'intérêt général, le dialogue social, la solidarité et la culture.

Une conviction qui s'est exprimée avec force pendant une campagne présidentielle à laquelle Lionel Jospin a imprimé la marque du débat. Une conviction qui est porteuse d'espoir pour tous ceux qui placent la liberté, l'égalité et la fraternité au cœur de leur engagement, pour tous ceux qui ne veulent pas que les acquis économiques et sociaux obtenus grâce aux gouvernements de gauche ne disparaissent avec le vôtre.

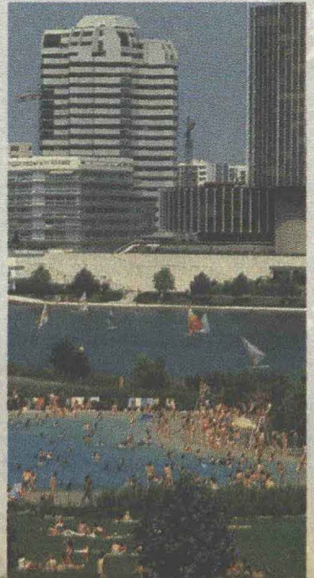
10 VILLES EX

CRÉTEIL

UNE VILLE OÙ LE DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS EST UNE RÉALITÉ

Laurent Cathala, maire de Créteil depuis 1977 et député depuis 1981, a fait du logement une priorité de son action municipale, avec le souci de favoriser le développement du logement social tout en veillant à la mixité des types d'habitat dans tous les quartiers et à la qualité de l'urbanisme et du cadre de vie. C'est ainsi que, depuis 1977, le parc de logements sociaux est passé de 9 500 à 15 000, soit 47,5 % du parc total. En outre, 6 300 logements ont été réhabilités depuis 1988.

Par ailleurs, 1995 est la première étape d'un programme triennal d'accueil, d'hébergement et de logement de personnes en difficulté, avec la création d'une boutique solidarité et d'un espace d'hébergement d'urgence. Puis, un dispositif d'hébergement temporaire et une résidence sociale seront mis en place, et 5 % d'appartements d'insertion seront réservés dans tous les futurs programmes de logement. Pour toutes ces raisons, la ville de Créteil a gagné le concours "une ville pour tous" organisé par la Fondation abbé Pierre pour le logement des personnes défavorisées.



ROANNE

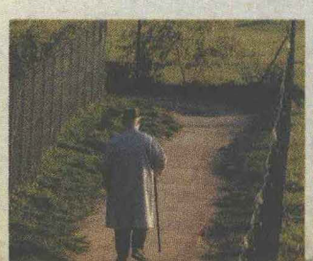
DES RÉSIDENCES "MARGUERITE" POUR PERSONNES ÂGÉES

Depuis plusieurs années, la municipalité de Roanne a répondu aux besoins des personnes âgées en multipliant les services de maintien à domicile : aide-ménagère, repas à domicile, télé-assistance et, au-delà des services et des structures d'hébergement disponibles, un nouveau concept d'hébergement social.

Son objectif principal est le maintien dans l'espace social d'origine grâce à des logements adaptés. Les résidences "Marguerite" conjuguent autonomie et assistance selon un système de services à la carte : un projet qui, d'emblée, a mobilisé l'ensemble des partenaires grâce à son aspect novateur et fournit une réponse coordonnée aux besoins. Grâce à ce projet, Jean Auroux à obtenu le soutien et la reconnaissance de la Fondation de France.

Les "Marguerite" sont destinées en priorité aux personnes âgées habitant le quartier d'implantation de la résidence. Le niveau de ressources des résidents accueillis se situe à ce jour entre 3 000 et 7 000 F mensuels.

Aujourd'hui, à Roanne, ces résidences fleurissent. Demain, elles seront dans tout l'environnement rural.



QUIMPER

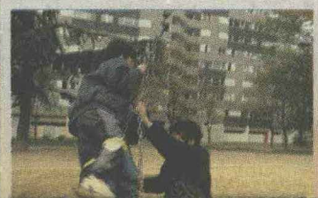
UNE EXPÉRIENCE UNIQUE D'INSERTION

L'observatoire de Quimper est avant tout un dispositif d'informations partagées entre les différents partenaires (conseil général, DDASS, DDTE, ville, CCAS...) dans le domaine de l'action sociale et de l'insertion.

Le travail consiste à mettre en cohérence les informations disponibles sur la ville, dirigée par Bernard Poignant, à une fréquence régulière. Pour chaque dispositif (RMI, CES, stages d'insertion, formations à l'emploi, contrats d'adaptation, contrats de qualification, contrats d'apprentissage, aides à la création d'entreprise, équipes de prévention, suivi et reclassement, commission départementale d'insertion, mission locale...), l'observatoire analyse les ménages concernés. Il ne se contente pas de fournir des indicateurs mais intervient sur le terrain.

Une enquête portant sur la distribution des aides financières, associant les travailleurs sociaux, a permis de faire évoluer les demandes. A ce jour, une autre enquête, axée sur l'évolution du public, est en cours auprès des services sociaux. Ainsi, l'observatoire contribue concrètement à faire évoluer la pratique sociale.

Tant par sa méthode que par ses modalités de fonctionnement, l'observatoire de Quimper est une expérience unique en France.



FIGEAC

UN FESTIVAL EUROPÉEN DES ARTISTES HANDICAPÉS MENTAUX

Le festival européen des artistes handicapés mentaux est né en 1987, dans la cour du lycée Champollion, à Figeac. Il en sera donc, cet été, à sa huitième édition.

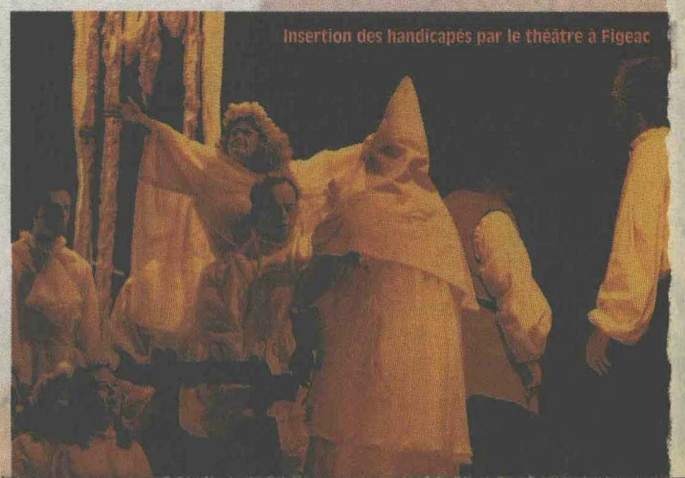
Au départ, ce sont deux animateurs du centre d'aide par le travail (CAT) qui ont proposé au maire, Martin Malvy, l'organisation d'une rencontre entre quelques groupes.

Le festival était lancé. Dès l'année suivante, la ville toute entière l'accueillait : ouverture en musique sous la halle, expositions de peintures, sculptures, concerts de jazz, théâtre.

Chaque année, plus de quarante groupes se produisent au festival de Figeac, qui reçoit, début juillet, quelque quatre cents handicapés mentaux et leurs accompagnateurs pendant trois jours. Tous les pays d'Europe y ont participé.

C'est le festival du droit à la différence mais aussi celui d'une authentique expression artistique. Cet été, des artistes non handicapés monteront également sur les planches.

Mais Martin Malvy s'interroge car "si les ministères lâchent le festival, celui-ci s'éteindra. Ce serait dommage pour les bénévoles qui l'organisent, les handicapés, qui trouvent un moyen d'expression privilégié, et pour les animateurs du CAT, qui ont fait de Figeac un lieu de confrontation et d'échanges".



Insertion des handicapés par le théâtre à Figeac

LILLE

LA MARIANNE D'OR 1995

Cette récompense salue la meilleure préparation à l'an 2000 et une gestion maîtrisée des finances locales.

Ce succès provient avant tout de la réalisation de grands équipements d'envergure internationale initiés par Pierre Mauroy et son équipe :

- la gare des TGV nord-européens, le projet EuraLille et son centre des affaires ;
- Lille Grand Palais et son Zénith pour les très grandes manifestations et les plus importants congrès ;
- mise en valeur d'un patrimoine historique exceptionnel ;
- la réouverture d'un Palais des Beaux-Arts confirmant la place du musée de Lille au premier rang des musées de province.

Malgré la plus forte crise économique depuis 1945, Lille s'en sort donc particulièrement bien, et ce dans la plus grande rigueur budgétaire.

Les Lillois sont les premiers bénéficiaires de cette gestion maîtrisée puisque, depuis 1987, les impôts locaux sont stables.

Autant d'efforts de la capitale des Flandres pour que son rôle de "phare" dans la région ouvre de nouvelles perspectives et des opportunités pour tous les habitants du Nord-Pas-de-Calais.

EXEMPLAIRES



Dossier réalisé par
Marie-Christine Vergiat

BRON

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES QUARTIERS

En décembre 1993, commençait la construction du nouveau centre de quartier de Parilly. Près d'un an et demi après le début des travaux, le pôle de commerces et de services affiche déjà complet. Grande surface, pharmacie, cabinet médical, maison du département et restaurant ont en effet décidé d'élire domicile au cœur de ce quartier placé en Développement social urbain.

Réhabiliter un quartier, ce n'est pas uniquement une affaire de rénovation de façades ou de mise en éclairage.

C'est aussi donner à la population les moyens d'y vivre pleinement. Et pour ce faire, quoi de plus nécessaire que de favoriser l'émergence d'une vie économique et sociale autonome, par la mise en place d'un centre digne de ce nom. C'est ce qui a été entrepris par Jean-Jacques Queyranne dans le quartier de Parilly, avec succès, après trois années d'études et de concertation. Aujourd'hui, loin d'être laissé en marge de la ville, il bénéficie d'un atout de taille : celui de mettre en œuvre son propre développement économique, autour d'un centre de quartier devenu véritable centre de vie.

STRASBOURG

CAPITALE EUROPÉENNE

C'est la première ville à avoir osé réduire la circulation automobile pour mieux répartir l'espace entre piétons, cyclistes, automobilistes et usagers du transport en commun.

Aujourd'hui, le tram le plus moderne et le plus adapté aux personnes handicapées circule et permet de relier les quartiers entre eux.

Une véritable transformation urbaine a accompagné la construction du tramway. Un programme de réhabilitation d'une ampleur sans précédent (2 200 logements par an avec un passage prévu à 3 000 -compromis par le désengagement du gouvernement Balladur), la déconcentration des services publics, le développement de la restauration scolaire ont permis de rattraper un retard de quinze ans en cinq ans.

Strasbourg, c'est aussi 20 % du budget consacrés à la culture avec l'ouverture de lieux alternatifs, la relance des grands concerts, une carte culture pour les jeunes. Ces quelques exemples d'amélioration de la vie quotidienne traduisent une volonté politique de faire progresser l'égalité urbaine.

Parallèlement, la ville a connu un renforcement de son rôle international avec le siège du Parlement européen fixé définitivement à Strasbourg, l'arrivée de l'ENA, d'Arte, etc. depuis décembre 1992.

Strasbourg, c'est aussi la ville où le maire, Catherine Trautmann, a été condamné deux fois pour avoir refusé de louer une salle municipale au Front national.

VERVINS

LE PARI DU DÉVELOPPEMENT

Vervins est la plus petite sous-préfecture de l'Aisne, tout juste un gros bourg de 3 000 habitants, dans une région et un département tenus par la droite, à mi-chemin de Paris et de Bruxelles.

Le pari pouvait paraître un peu fou ! Mais Jean-Pierre Balligand, qui s'y connaît en aménagement, s'est acharné à "vendre" sa ville auprès des chefs d'entreprises, faisant un véritable travail de VRP.

Bilan :

- deux grands groupes industriels ont investi à Vervins, Heudebert-BSN et Givenchy-Kenzo ;
- quatre PME, agroalimentaire, mécanique de précision, services aux entreprises, ont été créées ;
- une politique active du logement a été mise en œuvre : 120 logements construits et autant d'équipements d'accompagnement, salle polyvalente, école intercommunale de musique, festival, collège entièrement reconstruit...

De quoi s'adapter au développement économique et assurer la mutation et la revitalisation du monde rural.

NANTES

LE FESTIVAL "DES ALLUMÉES"

Dernier né des festivals nantais, les Allumées sont une expérience emblématique au regard de la nouvelle dynamique de Nantes. Au départ, il s'agissait d'inviter les représentants de la création contemporaine -tous domaines artistiques confondus- des grandes villes européennes. Très vite, il nous est apparu qu'il fallait nous ouvrir au monde entier, à l'instar de notre festival des Trois Continents (cinéma), festival d'été (musiques du monde)...

Ainsi, après Barcelone et Saint-Pétersbourg, les artistes de Buenos Aires, de Naples, du Caire et, cette année, de La Havane ont été invités à se produire durant six nuits. Faisant fi de la mauvaise réputation de Nantes, que l'on qualifiait de "belle endormie", nous avons "allumé" la ville au moment même où la nature incite au repos : la nuit !

Pour la municipalité et son maire, Jean-Marc Ayrault, le pari était risqué : risque de mécontenter les riverains ou les éventuels apologistes de la "préférence française", risque de "flop". Heureusement, tout se passa bien dès la première édition.

Le plus grand succès des Allumées, c'est d'avoir permis à des dizaines de milliers de gens -et d'abord les jeunes- de découvrir leur ville grâce à des spectacles et des rencontres organisés dans des lieux parfois insoupçonnés : hangars, blockhaus, chez des particuliers et même à l'intérieur d'un pont... A chacun d'organiser son parcours dans la ville, ses rencontres avec la cité, avec les autres mais aussi, peut-être, avec soi-même.

LIÉVIN

VILLE SOLIDAIRE

Plus qu'un slogan, une réalité quotidienne pour Jean-Pierre Kucheida et les 35 000 Liévinois et Liévinoises pour lesquels, héritage du travail de la mine, le mot solidarité a toujours gardé une consonance particulière.

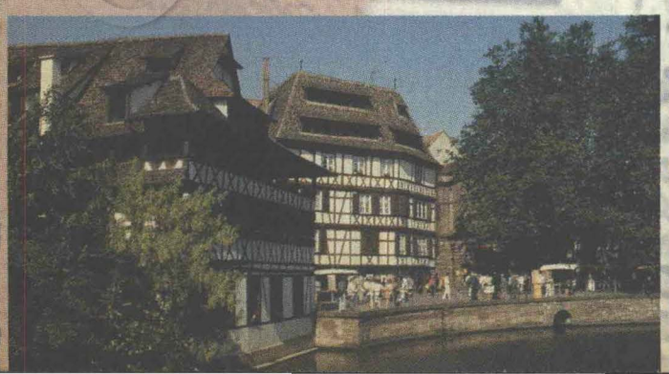
"Solidarité envers les personnes âgées car, plus qu'ailleurs, nous savons la contribution capitale que nos aînés ont apportée à notre ville et les sacrifices qu'ils ont consentis. Services à domicile, structures d'hébergement adaptées et clubs de loisirs n'ont de cesse de se développer.

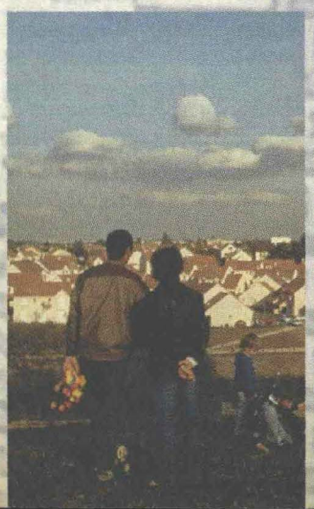
Solidarité pour notre jeunesse. Les accueillir, les informer, les orienter, les jeunes ne sont désormais plus seuls face à leur avenir depuis la mise en place de la mission locale et du centre d'animation jeunesse pour leurs loisirs.

Solidarité avec les personnes handicapées pour qu'elles aussi s'inscrivent dans la vie de la cité et y trouvent des lieux adaptés à leur handicap.

Solidarité en faveur des plus démunis, également, pour que l'exclusion cesse de gagner du terrain et pour que le droit au logement, l'accès à la santé et à l'éducation... soient donnés à chacun.

Solidarité pour tous enfin avec la présence de plus de cent cinquante sociétés locales qui offrent à la population un art de vivre qui n'a pas son pareil en France."





Le festival "des Allumées"



IRAN : L'EMBARGO

SOUS LA PRESSION AMÉRICAINE



Les relations entre les Etats-Unis et l'Iran, depuis l'avènement de la République islamique en 1979, sont marquées par des contradictions et des ambiguïtés.

Sur le plan économique, l'interdiction de participer au développement des ressources naturelles iraniennes imposée aux compagnies américaines, dans le passé, n'a pas empêché leurs filiales étrangères d'acheter et de commercialiser le pétrole iranien ou d'investir dans ce pays. C'est ainsi que les Etats-Unis sont devenus l'un des principaux partenaires économiques de l'Iran (4 milliards de dollars d'échange en 1994), alors que, régulièrement, ils demandaient à leurs alliés de limiter leurs relations économiques avec Téhéran.

L'arrêt des investissements et des échanges commerciaux avec l'Iran annoncé par le président Clinton, le 30 avril 1995, avant le sommet russo-américain, était destiné à mettre fin à cette contradiction. Il voulait également montrer l'exemple et amener la Russie à renoncer à ses accords nucléaires avec l'Iran. L'objectif américain est de contrer les éventuelles ambitions iraniennes de développer un armement nucléaire. Téhéran, qui a signé depuis longtemps le TNP, nie évidemment l'accusation américaine et, pour cela, s'appuie sur les enquêtes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui inspecte régulièrement ses installations nucléaires. L'AIEA affirme ne pas avoir trouvé d'indices permettant d'établir un programme nucléaire à caractère militaire. Mais le précédent irakien de dissimulation des armements de destruction massive, d'une part, et la relance à grande échelle du programme nucléaire civil iranien (dix centrales nucléaires prévues pour les vingt prochaines années), dans un pays qui possède d'immenses réserves de gaz naturel, provoquent de la part de nombreux pays, notamment des Américains et des Israéliens, soupçons et inquiétudes.

Dialogue critique

En dépit de l'opposition d'une partie de l'administration à cet embargo qui pénaliserait d'abord les compagnies américaines, Bill Clinton a cédé à la pression de la majorité républicaine du Congrès et aux démarches israéliennes, pour durcir sa politique envers l'Iran.

Au-delà de ces tentatives pour contrer le programme nucléaire iranien, la politique américaine vise l'isolement et l'affaiblissement du régime de Téhéran. Dès le 14 mars 1995, Washington a annulé un accord d'exploitation pétrolière conclu entre l'Iran et la compagnie américaine Conoco. Un mois plus tard, sous la pression américaine, l'Iran s'est vu évincé, au profit de la Turquie, d'un consortium d'exploitation pétrolière en Azerbaïdjan. Mais cette politique d'isolement du régime iranien ne semble pas être d'une grande efficacité, dans la mesure où les principaux partenaires commerciaux de l'Iran, en l'occurrence l'Europe, le Japon et même les alliés arabes des Etats-Unis, sont hostiles à cet embargo. Les Européens font une analyse différente de celle des américains sur l'Iran. S'ils "partagent les préoccupations des Etats-Unis au sujet de l'Iran", notamment en matière de droits de l'homme, sur le terrorisme, sur la non-prolifération et sur son hostilité vis-à-vis de processus de paix au Proche-Orient, c'est justement "pour cela qu'ils maintiennent un dialogue critique avec l'Iran", comme l'a déclaré Alain Juppé.

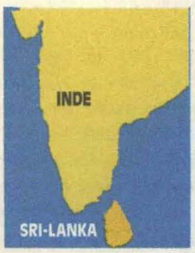
La faiblesse de l'opposition

Dans les pays arabes du Moyen-Orient et du Golfe, en dépit des inquiétudes que suscitent les efforts de réarmement de l'Iran, la décision du président Clinton, coïncidant avec la confiscation par Israël de 53 hectares de terres dans la partie arabe de Jérusalem, est perçue uniquement comme un soutien à Israël. Le journal "Al-Arab", de Qatar, résume l'opinion de ces pays : "Les intérêts américains ne doivent pas mettre en danger la stabilité de la région." Or, cette stabilité dans une région vitale pour les intérêts des Occidentaux, et en particulier pour les Etats-Unis, est fragile car elle est traversée par de nombreux conflits qui menacent son délicat équilibre : fragilité des monarchies pétrolières du Golfe, poudrière kurde qui risque d'embraser toute la région si l'on ne lui trouve pas une solution politique, processus de paix au Proche-Orient à l'avenir toujours incertain, conflits dans le Caucase et en Afghanistan. D'où l'ambiguïté de la politique iranienne des Etats-Unis.

L'absence d'alternative, faute d'une opposition crédible au régime islamique, est également à l'origine des hésitations américaines. Cette faiblesse n'est pas seulement le fruit de l'incapacité et de la désunion des mouvements de l'opposition. Elle est surtout le résultat d'une répression implacable contre toute opposition au régime et du manque de libertés politiques en Iran.

Karim Pakzad

SRI-LANKA : GUERRE OU PAIX ?



La rupture du cessez-le-feu décrétée par les Tigres tamouls met fin aux espoirs de négociation qu'avait fait naître, en décembre dernier, l'élection à la présidence de Mme Kumaratunga.

Un tournant grave vient d'intervenir dans le conflit qui oppose, depuis plus de dix ans, les séparatistes tamouls des provinces du nord et du nord-est de l'île au gouvernement de Colombo. Mme Kumaratunga avait été clairement mandatée, lors de son élection à la présidence, en décembre dernier, par une forte majorité de Cinghalais pour négocier avec les séparatistes sur la base d'un programme de fédéralisation.

Bien connue des milieux de l'Internationale socialiste, Mme Kumaratunga était d'autant plus crédible dans ses propositions qu'elle a été, dès le milieu des années quatre-vingt, la première des responsables politiques cinghalais à tenter de nouer le dialogue avec les différents groupes politiques tamouls alors exilés à Madras, en Inde. Elle fut également la première à reconnaître que la majorité cinghalaise (bouddhiste) devait accorder à la minorité tamoule le bénéfice de tous les droits de la citoyenneté. Elle ne fut alors écoutée ni des extrémistes tamouls, les fameux Tigres, qui entamèrent alors l'élimination physique des autres groupes tamouls prêts au dialogue, ni des extrémistes cinghalais, eux-mêmes entrés dans une nouvelle phase d'action terroriste contre l'État cinghalais, et qui avaient alors, notamment, assassiné le mari de Mme Kumaratunga. Les Tigres n'ont d'ailleurs pas pu refuser d'ouvrir des négociations avec elle et ont d'autant plus accepté un cessez-le-feu que celui-ci permettait de reprendre le ravitaillement d'une population tamoule épuisée et désireuse de retrouver une vie normale.

Mais les Tigres viennent de rompre unilatéralement ce cessez-le-feu, sous prétexte que leurs demandes les plus exorbitantes n'étaient pas d'emblée acceptées : des demandes qui reviendraient à leur accorder le statut international qu'ils exigent, avant toute négociation et avant toute sanction démocratique. Ces exigences militaires et politiques des Tigres ne sont nullement réalistes dans la mesure où même leurs "cousins" de l'État indien de Madras ne sont plus en situation de soutenir leur lutte séparatiste.

Le malentendu aura d'ailleurs été total de ce côté-là, puisque, si l'armée indienne avait certes contribué à l'armement et à l'entraînement des Tigres vers 1983, afin de leur permettre de se protéger des actions injustes, puis sanglantes, de l'armée cinghalaise, l'Union indienne n'en a pas moins toujours réaffirmé son soutien à une solution fédérale dans le cadre du maintien de l'intégrité territoriale de l'île : c'est d'ailleurs ce qui explique fondamentalement le meurtre de Rajiv Gandhi en 1991. Bref, cette guerre civile risque de durer encore longtemps mais c'est le rapport des forces qui imposera, tôt ou tard, un retour à la négociation sérieuse.

Henri Stern

ÉLECTION EN ARGENTINE

Carlos Menem à l'usure

Les électeurs argentins, lassés et désabusés, ont pourtant réélu le président sortant au premier tour. Ils ne lui ont toutefois pas permis de dépasser la barre des 50 %.

Les électeurs argentins ont jeté l'éponge dès le premier tour. Secoués par l'onde de choc de la crise mexicaine et les révélations tardives de militaires tortionnaires douze ans après la dictature, ils ont pourtant réélu, dimanche 14 mai, Carlos Saul Menem, le président sortant. Quelques centaines d'inconditionnels ont tambouriné devant la Casa Rosada, l'Elysée local. Manifestement le cœur n'était pas au rendez-vous de la victoire.

Le vote est obligatoire en Argentine. Mais 75 % seulement des vingt-deux millions d'électeurs inscrits ont poussé la porte de l'un des 1 200 bureaux restés ouverts de 8 h à 18 h. Ils n'avaient pourtant rien à craindre. Le ministère de l'Intérieur avait déployé un service d'ordre impressionnant : 70 000 soldats, seize avions, seize hélicoptères et trente-trois bateaux. L'opposition, malgré tout, a dépassé les 50 %. Mais la Constitution corrigée l'année dernière permet désormais au candidat arrivé en tête et ayant atteint 45 % des suffrages de l'emporter en évitant un second tour. Menem a donc gagné en restant dans la zone grise, avec 49 % des voix. Le malaise argentin est dans ces chiffres.

Les Argentins sont mal dans leur peau. Carlos Menem et son ministre de l'Economie, Domingo Cavallo, leur ont imposé un choc ultralibéral sans anesthésie. L'appareil productif national est sur les genoux.

L'ouverture douanière, couplée à un peso surévalué, a dopé les importations. Les exportations agricoles commencent à souffrir. La balance commerciale plonge toujours plus bas depuis 1991. Les services publics, électricité, eau, téléphone, ont été rachetés par des sociétés étrangères. Une rationalisation et une modernisation imposaient des licenciements. Le bilan social de cette situation se chiffre en milliers de chômeurs. L'Etat, ce qu'il en reste, est soumis à un régime de plus en plus sévère. Les salaires sont bloqués et parfois payés irrégulièrement. Les pensions sont versées avec de plus en plus de retard et ne permettent plus de vivre.

"Paludisme social"

Résultat, le pays passe par de violentes crises de "paludisme social". Un jour, les retraités prennent la rue. Un autre jour, la ville de Santiago del Estero est mise à sac par les employés publics. Il y a peu, des centaines d'ouvriers remerciés sans indemnités, occupaient la capitale de la Patagonie, Ushuaïa. Ces violentes éruptions sociales n'ont pourtant pas fait tache d'huile. Les Argentins sont prêts à tout oublier pourvu que les prix ne s'envolent pas. Comme les Allemands marqués par l'hyperinflation des années vingt, ils ont gardé en mémoire la catastrophe monétaire de 1989. L'inflation frôlait alors les 50 %. Elle évolue aujourd'hui entre 3 et 4 %. Ce qui permet de préserver ses quatre sous et de s'endetter. Menem en a tiré une rente électorale.

La peur de la contagion mexicaine a provoqué le doute et un vent de panique. La fragilité du système bancaire, reconnue par le ministre, a emporté les capitaux flottants. Les Argentins ont suivi. Comme en 1989, ils ont vidé leurs bas de laine, rempli sacs à main et valises de dollars déposés à Montevideo, en Uruguay : huit milliards de dollars sont partis du pays. La statue de Menem a tremblé. Mais le péroniste dissident soutenu par la gauche modérée, José-Octavio Bordon, et le radical Horacio Massaccesi n'avaient rien d'original à proposer. Qui plus est, les radicaux avaient négocié la réforme constitutionnelle avec Menem. Et Bordon a rompu avec son parti, celui de Menem, faute d'avoir pu imposer sa candidature.

Les arguments de fin de campagne ont rapproché les profils des uns et de l'autre. La "frivolité" de Menem est certes connue. Mais les attaques anti-intellectuels de Massaccesi ont surpris, tout comme n'a pas manqué d'étonner la revendication publique par Bordon d'un pucelage prolongé.

Mieux vaut un tiens que deux tu l'auras. Les Argentins ont donc, par élimination et en croisant les doigts, confirmé Carlos Menem. Il est vrai que, pendant cinq ans, Menem a semé la division dans ses rangs comme dans ceux de l'opposition. Les électeurs n'avaient pas de vrai choix.

L'importance du vote protestataire, les 29% du sénateur Bordon, ont donc surpris et signent les limites de l'exercice menemiste. La dette sociale s'alourdit, les droits de l'homme restent un chantier ouvert, "l'effet tango" menace la stabilité monétaire et bancaire. Qui va donc, demain, canaliser les foyers de mécontentement ?

Jean-Jacques Kourliandsky

Les écologistes supplantent les libéraux comme troisième force politique en Allemagne

Les scrutins régionaux en Rhénanie du Nord-Westphalie confirment la prééminence des sociaux-démocrates (SPD), avec 46 % des voix. Ce résultat constitue malgré tout une défaite dans une région qui était gouvernée sans partage par le SPD depuis douze ans. Les Verts, avec 10 %, deviennent donc un partenaire indispensable. L'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Kohl obtient 37,7 %. Les libéraux (FDP), avec 4 % des voix, sont éliminés du Parlement de Düsseldorf.

Dans la ville-État de Brême, le SPD se retrouve, avec 33,4 % des voix, à égalité de sièges avec la CDU, qui recueille 36,2 %. A Brême aussi, les Verts deviennent la troisième force avec 13,1 %. Le FDP est éliminé, avec seulement 3,37 %.

Par ailleurs, l'extrême droite disparaît du Parlement de Brême et n'est toujours pas représentée à celui de la Rhénanie du Nord - Westphalie.

Un nouveau paysage politique

Les résultats électoraux font travailler l'imagination politique comme cela n'avait plus été le cas depuis longtemps. Les libéraux, alliés de la CDU du chancelier au niveau fédéral, n'ont donc pas atteint les 5 % des voix aux élections régionales du dimanche 14 mai dans les deux lander concernés. L'ascension des Verts, qui fait perdre la majorité absolue au Parti social-démocrate, rend vraisemblables des coalitions rouge-vert. Ces élections n'ont pas seulement des conséquences pour le SPD et les verts, mais aussi pour le gouvernement de Kohl, qui voit son partenaire de coalition fortement affaibli. Si l'on prend en compte les élus libéraux aux niveaux européen et municipal, on peut se demander s'ils ne sont pas en train de disparaître du paysage politique allemand. Les élections confirment une tendance de fond : les Verts sont aujourd'hui la troisième force politique et leur succès se fait essentiellement au détriment des libéraux et des sociaux-démocrates. Ceux-ci se voient forcés, dans la plus grande région d'Allemagne, d'accepter les Verts non seulement comme une force d'opposition, mais aussi comme une force politique susceptible de gouverner. Cette coalition rouge-vert pourra être un partenariat difficile, un équilibre instable, mais en même temps un modèle pour une alternative politique au niveau fédéral.

Pour la démocratie allemande, il serait fructueux que cette nouvelle coalition qui s'annonce se fasse et fonctionne, comme c'est déjà le cas pour bien d'autres gouvernements régionaux depuis la première apparition des Verts, il y a seize ans. Les Verts en tant que parti politique désireux de réaliser au mieux son programme, ont besoin de cette chance et de cette contrainte, à savoir faire preuve d'une responsabilité politique dans une très grande région industrialisée d'Europe. C'est ainsi que s'ouvrent, pour la gauche allemande, des perspectives nouvelles et l'espoir de rompre l'immobilisme du paysage politique.

Kristian Gaiser

GÉRARD FUCHS

NON-PROLIFERATION

La reconduction indéfinie, par les 178 pays déjà signataires, du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) est une victoire de la raison. Il convient de la saluer comme telle. Pour autant, la question du nucléaire militaire ne va pas sortir de l'agenda politique : reste en négociation un traité sur l'interdiction complète des essais et un bon résultat de cette négociation est indispensable pour stabiliser définitivement le TNP. Ce n'est en effet que si les puissances non nucléaires constatent la volonté des puissances nucléaires d'arrêter la modernisation de leurs armes que les premières accepteront vraiment le TNP qui, il faut bien le reconnaître, divise le monde en deux catégories d'Etats. Le signature du traité d'interdiction des essais est d'autant plus un impératif qu'une bonne partie du monde arabe a du mal à accepter la non-signature du TNP par Israël, qui confirme que ce pays est une puissance nucléaire de fait. Tout cela pour revenir aux prises de position du Parti socialiste et de Lionel Jospin : une reprise par la France de ses essais l'été prochain, dans un tel contexte et quelles que soient les justifications techniques avancées, serait politiquement irresponsable. D'autant que les fameuses "justifications techniques" ont surtout pour but de permettre à notre pays de tester des armes miniaturisées qui seraient des armes de bataille et non plus des armes de dissuasion ! Vigilance donc, comme je le disais la semaine dernière, à l'égard du nouveau président de la République. Sa décision sur ce dossier sera un test : celui de sa véritable capacité présidentielle.

SECTEUR PUBLIC : PRÉPARATION DU 30 MAI

Mobilisation

PAS DE TRÊVE SOCIALE

Le 23 mai, les personnels de la Caisse maladie sont en grève, à l'appel de l'ensemble des syndicats, et manifestent devant leur ministère. Le 30, ce sont les salariés de La Poste et de France Télécom qui débrayeront. Le 31 mai, ils seront suivis par les cheminots.

Une grande inquiétude des personnels du secteur public caractérise la phase actuelle de ces mouvements et explique une impressionnante unité d'action syndicale. Ainsi, les agents des organismes sociaux, qui avaient décidé, le 11 avril, de la poursuite de leur mouvement après les élections, mettent en avant des revendications salariales (salaire d'embauche porté à 7 500 F), d'emploi (12 000 suppressions depuis dix ans). En effet, pour la première fois avec le nouveau gouvernement, le ministère des Affaires sociales éclate en trois compartiments. Aucun ministre n'a en charge la politique globale de la protection sociale. Ce nouveau découpage n'est pas innocent : le gouvernement pourrait s'orienter vers un mode de financement adapté à chaque type de prestation.

Continuité

Emplois, salaires, défense du service public et de la protection sociale : mêmes revendications dans d'autres secteurs. Les personnels de La Poste et de France Télécom craignent les effets d'une privatisation annoncée. L'inquiétude face à la privatisation est également forte à Usinor-Sacilor, où les réactions des syndicats, relayées par l'opinion publique lorraine, ont incité le gouvernement à reporter sa décision au 6 juin.

Mais on observera aussi très attentivement les premières décisions du gouvernement de M. Juppé en matière salariale. Le niveau de relèvement du Smic, prévu en juillet, sera un premier indicateur. Reste à vérifier dans quelle mesure la formule selon laquelle "la feuille de paie n'est pas l'ennemie de l'emploi" trouvera sa traduction concrète.

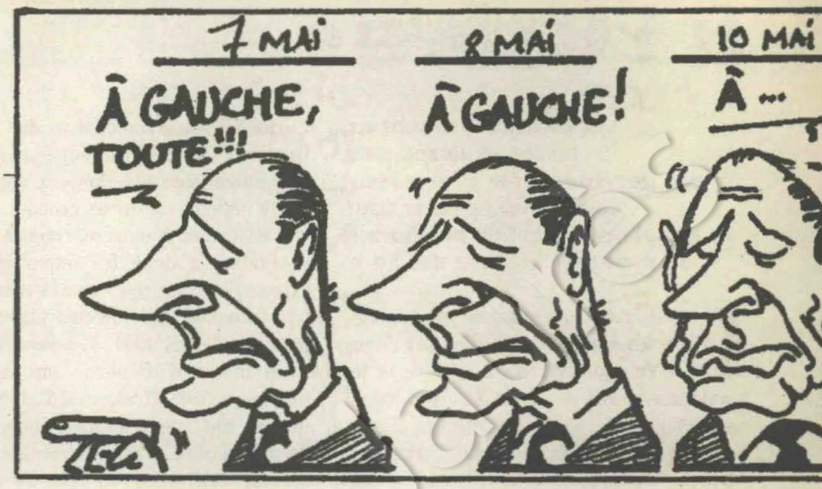
De ce point de vue, on ne peut qu'être ciconspect. La baisse des cotisations sociales patronales, censée permettre un relèvement des salaires nominaux, semble devoir être compensée par un important relèvement de la TVA. On se retrouverait alors tout simplement, par effet de vases communiquants, dans le cycle classique d'une aide au patronat, sans contreparties contraignantes, financée par une nouvelle ponction sur les catégories populaires, celles pour lesquelles le poids des taxes à la consommation est le plus lourd. Avec, en prime, le risque de relance de l'inflation, c'est-à-dire l'annihilation des efforts consentis par les salariés pour le redressement économique ces dernières années.

Enfermé dans cette logique, le gouvernement disposera d'autant moins de marges de manœuvre qu'il vient de rappeler que la réduction des déficits publics restait la "priorité". Et que la croissance donne des signes de ralentissement. L'OCDE a révisé à la baisse ses prévisions de croissance : la hausse du produit intérieur brut ne devrait atteindre que 2,7 % cette année au lieu de 3 %, pour les pays de la zone.

En France, la consommation a baissé en avril, la production industrielle a stagné et les effectifs ont cessé de croître.

La méthode économique et sociale Chirac-Juppé, même enveloppée dans le volontarisme d'appels à la lutte pour l'emploi, se place dans la continuité de celle de Balladur. Elle risque fort de décevoir des salariés qui ont bien intégré, après des années d'effort, la nécessité d'une nouvelle logique dans laquelle les hausses du pouvoir d'achat réel seraient non seulement justes mais favorables à l'économie. Y compris ceux des salariés qui ont cru au discours "social" de Chirac. D'attentifs, ils pourraient devenir actifs et se rappeler à son bon souvenir.

Serge Briand



DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC

Les services publics à caractère industriel et commercial, gérant des infrastructures de réseaux (transports, communications, énergie, services urbains) sont un composante essentielle du "contrat social". Ils lient efficacité économique et sociale et concourent à l'intérêt général, à la cohésion sociale et territoriale, à la solidarité.

Mis en cause depuis les années 1980 par une offensive libérale qui prétend réduire toutes leurs activités aux lois du marché, ils doivent être profondément renouvelés, ce qui implique un double mouvement : d'une part, en revenir aux sources quant aux fondements, d'autre part, mettre en œuvre une profonde modernisation-acutalisation, afin de répondre aux mutations technologiques, économiques, sociales et culturelles et de résoudre les dysfonctionnements qui mettent en cause leur légitimité.

3 QUESTIONS — JACQUES LEMERCIER : SECRÉTAIRE DE LA FÉDÉRATION PTT DE FORCE OUVRIÈRE

La grève nationale à La Poste et à France Télécom prévue le 30 mai est le premier mouvement d'envergure après l'élection présidentielle. Quelles sont les raisons de cette mobilisation ?

Ce mouvement a été décidé après ceux d'avril et avant l'élection présidentielle. L'ensemble des organisations syndicales avaient déposé un préavis de grève. On ne peut donc les accuser de susciter un "troisième tour social". FO a été à l'initiative de cette unité d'action avec la CGT, la CFDT, la CFTC et SUD.

A La Poste, le contrat de plan s'est traduit par une précarisation de l'emploi, avec 5 à 6 000 suppressions d'emplois par an. Et nous sommes inquiets pour les retraites, qui sont prises en charge intégralement par l'exploitant La Poste. Du fait de l'évolution de la pyramide des âges, leur coût augmente de 600 millions de francs par an, ce qui met en cause l'équilibre financier et risque d'entraîner la fermeture de milliers de bureaux en zone rurale et la détérioration des services de La Poste dans les banlieues. L'Etat doit prendre ses responsabilités en faisant jouer les mécanismes de compensation, notamment pour la prise en compte des retraites des fonctionnaires.

Le cas de France Télécom n'est-il pas particulier ? On reparle de privatisation...

A France Télécom, le projet de privatisation de Gérard Longuet avait été enterré après la grève massive d'octobre 1993 (75 % de grévistes). Ce projet va de nouveau être traité, sous la forme d'une ouverture du capital ou sous celle de la filialisation.

Qu'il s'agisse de l'Europe (Angleterre ou Allemagne), du Japon ou des Etats-Unis, c'est toujours l'usager qui a fait les frais des augmentations de tarifs consécutives aux privatisations, les baisses internationales ne favorisant que les gros usagers professionnels. British Telecom a vu ses effectifs diminuer de 100 000 emplois, Deutsche Telekom annonce la suppression de 60 000 emplois.

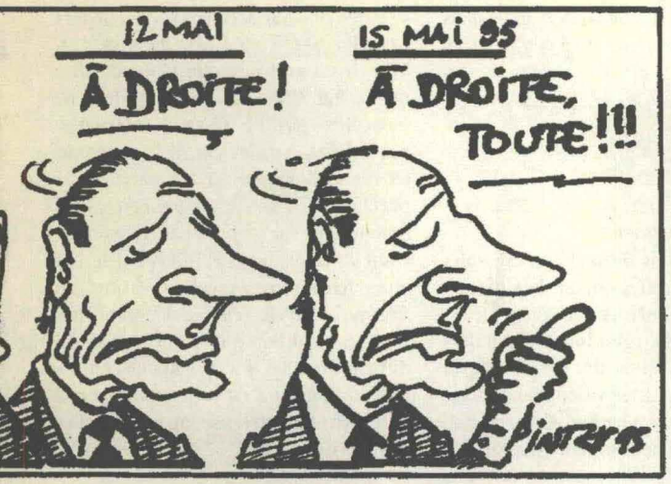
En France, nous sommes mieux placés du point de vue du rapport entre le nombre d'agents et le nombre d'abonnés. Mais il y a une dette de 110 milliards de francs et la tentation peut être forte, pour le gouvernement, de récupérer de l'argent, ce qui pourrait se traduire par 50 000 suppressions d'emplois.

Ce mouvement traduit donc une grande inquiétude quant aux orientations que pourrait prendre le nouveau gouvernement ?

Avant l'élection présidentielle, nous nous étions adressés aux candidats pour leur demander quelles étaient leurs orientations face à la vague de déréglementation qui, après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, touche aujourd'hui l'Europe continentale dans le secteur des télécommunications. Lionel Jospin avait répondu qu'il n'était pas favorable à la déréglementation et qu'il maintiendrait les fonctions de service public de France Télécom ; la loi créant l'exploitant public lui semblait suffisante. Jacques Chirac, pour sa part, parlait d'"évolutions nécessaires" ; il s'engageait à les accompagner d'une concertation approfondie avec les partenaires sociaux, de façon à "respecter les situations acquises par les personnels". Mais les études juridiques que nous avons menées nous laissent sceptiques quant à la possibilité de garantir dans la durée le maintien des statuts des personnels. Il y faudrait une volonté politique forte que nous ne percevons pas jusqu'à présent. D'où notre inquiétude et notre volonté de ne pas être placés devant le fait accompli.

Propos recueillis par S. B.

unitaire



Renault en panne

Les mouvements de grève à la régie ont été suspendus. Les salariés n'en continuent pas moins à réclamer leur dû.

Huit semaines de grèves de techniciens, d'ingénieurs et de cadres, dont 83 % sont actionnaires d'une entreprise réputée calme, le cas est rare mais il est le symptôme de la vigueur du mécontentement de l'ensemble des salariés de la régie Renault. Cette nouvelle déception du personnel de l'entreprise s'est donc particulièrement illustrée au Centre technique Renault (CTR) de Rueil (Hauts-de-Seine) où la suspension du mouvement a été décidée le 15 mai dernier. Plus de deux mille grévistes y ont revendiqué une augmentation de salaires pour tous de 1 500 F et la mise en place des 35 heures hebdomadaires, criant l'injustice sociale à une direction sourde et muette. Les négociations, certes, ont échoué, le mouvement a été suspendu sans résultats significatifs mais la combativité et le ras-le-bol étaient bien là. "Pendant des années, on a accepté de se retrousser les manches et de se serrer la ceinture. Et maintenant, après l'annonce de bénéfices records, rien pour nous. C'est cela qui a tout déclenché", résume une gréviste non syndiquée qui travaille au CTR depuis quatorze ans.

Car, sur l'ensemble du groupe Renault, l'annonce d'une augmentation des salaires de 1% a été perçue comme une véritable provocation. La Régie venait de confirmer un bénéfice de 40 milliards pour l'année 1994 et un endettement de 60 milliards remboursé en dix ans.

"Le fond de l'affaire est politique. Il va y avoir certainement une privatisation de Renault et il ne faut pas faire peur aux gros actionnaires en cédant aux revendications des travailleurs", analyse un élu CGT.

Le bilan de la grève est maigre. Les salariés de Renault ont obtenu que la direction passe d'une proposition d'augmentation de 1% à 2,5%. Au CTR, elle n'a octroyé que des mesures individuelles, une reconnaissance des heures supplémentaires pour ceux qui ne sont pas au forfait, une prise en compte des heures de déplacement, dernière mesure qui se trouve être la simple application de la convention de la métallurgie. Et la levée des sanctions contre six grévistes... pris en otage par la direction.

Dans ce mécontentement général, le mouvement du CTR a gardé sa particularité, il montre une nouvelle manière de conduire une grève menée de façon unitaire et démocratique par toutes les organisations syndicales, unité syndicale qui devrait inspirer toutes les confédérations. Les salariés des différents sites Renault manifestaient à nouveau ce mercredi 24 mai, jour de l'assemblée générale des actionnaires, auxquels Louis Schweitzer, le P-DG de Renault, annonçait le versement de quelque 830 millions de francs de dividendes...

S. B.

EDF-GDF sous haute tension

Gaziers et électriciens entendent préserver l'avenir du service public de l'énergie contre les directives de Bruxelles.

C'est un mauvais feuilleton que veulent nous imposer les ultralibéraux de la Commission européenne.

Les premiers projets de directives concernant la construction du marché intérieur de l'électricité et du gaz visaient à améliorer la coopération et la transparence en Europe : les directives transit et transparence ont été adoptées en 1990.

C'est en avril 1990 qu'a débuté au Royaume-Uni la déréglementation et la privatisation du système électrique. Cinq ans après, l'inefficacité de cette réforme est criante et les résultats montrent bien que ce modèle n'a entraîné que des désavantages par rapport aux autres systèmes existant en Europe (augmentation des prix de 10 à 30%, réductions drastiques des effectifs).

Depuis 1991, la commission de Bruxelles veut la fin des monopoles, confiés à EDF et GDF par la loi de nationalisation. Elle s'appuie pour ce faire sur une interprétation libérale non fondée du traité de Rome et attaque tous les pays concernés devant la Cour européenne de justice.

En 1992, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, déclarait ne rien vouloir changer à la situation prévalant en France tant que le système que certains souhaitaient lui substituer n'aurait pas fait la démonstration qu'il était meilleur que le nôtre. En novembre 1993 et avril 1994, lors des débats à l'Assemblée nationale, tous les députés, et au premier rang les socialistes, ont réaffirmé que le système électrique et gazier français avait répondu aux attentes de la nation, qu'EDF et GDF avaient fait preuve de leur constante efficacité, qu'il ne fallait pas casser ce qui marchait bien.

On aurait pu croire que cette expression de la volonté de la nation entraînerait l'abandon de tous les projets et que seraient combattues les intentions de la Commission de Bruxelles telles que la mise en place de l'accès de tiers au réseau (ATR) et l'abolition des monopoles d'importation et d'exportation. Il n'en fut rien. Le gouvernement Balladur et son ministre de l'industrie, Gérard Longuet, ont continué à préparer en coulisses déréglementation et démantèlement des deux établissements publics nationalisés.

Le 29 novembre 1994, le conseil des ministres de l'Energie a examiné la proposition française dite d'acheteur unique, qui introduit l'ouverture de la production à la concurrence, la suppression des monopoles d'importation et d'exportation.

Le 22 mars 1995, la Commission européenne proposait des aménagements à la proposition française dite d'acheteur unique. Les conditions imposées par la commission constituent toutefois une remise en cause de la planification à long terme et des missions d'intérêt économique général confiées aux établissements.

A l'évidence, ce compromis s'appuie sur le renoncement aux principes de service public de l'électricité et du gaz. La position que va prendre le gouvernement français lors du conseil des ministres de l'Energie du 1er juin va être déterminante et peut être de nature à influer sur la position des autres pays afin que se crée une majorité de refus. Si tel n'était pas le cas, pourquoi ne pas mettre en avant la spécificité nationale des services publics pour exiger une situation dérogatoire, à l'image de la Grande-Bretagne et du Danemark, exemptés d'appliquer les directives sociales ?

Les électriciens et gaziers, à l'appel des cinq fédérations syndicales CGT, CFDT, CFE-CGC, FO, CFTC, viendront rappeler, le 30 mai à Paris, leur détermination à défendre le service public.

Le secrétaire du groupe socialiste d'entreprise EDF-GDF

DES POINTS D'APPUI CONTRE LA DÉRÉGLEMENTATION

En 1993, la Cour européenne de justice a justifié le monopole du service postal en Belgique ("arrêt Corbeau"), alors que celui-ci était contesté par une entreprise. La Cour a retenu le droit pour l'Etat belge de conserver la péréquation des tarifs postaux sur son territoire, que la concurrence aurait fait disparaître. En 1994, la même cour a débouté une entreprise hollandaise distributrice d'électricité qui demandait de pouvoir importer l'énergie. Elle a admis que "des restrictions à la concurrence doivent être admises dans la mesure où elles s'avèrent nécessaires pour permettre à l'entreprise investie d'une mission d'intérêt économique général d'accomplir celle-ci".

SAVOIR PLUS

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT DES JEUNES

Le pouvoir d'achat des jeunes entre 15 et 29 ans ayant trouvé un travail dans les onze mois précédents a baissé de 6,3 %, en francs constants, entre mars 1991 et mars 1994, selon une enquête du ministère du Travail. Ce sont les jeunes sortis du système scolaire qui ont le plus subi cette baisse : -11,8 %. En mars 1994, la moitié des jeunes embauchés touchaient moins (5 000 F mensuels nets) que trois ans plus tôt (5 100 F).

LES DÉÇUS DU CHIRAQUISME

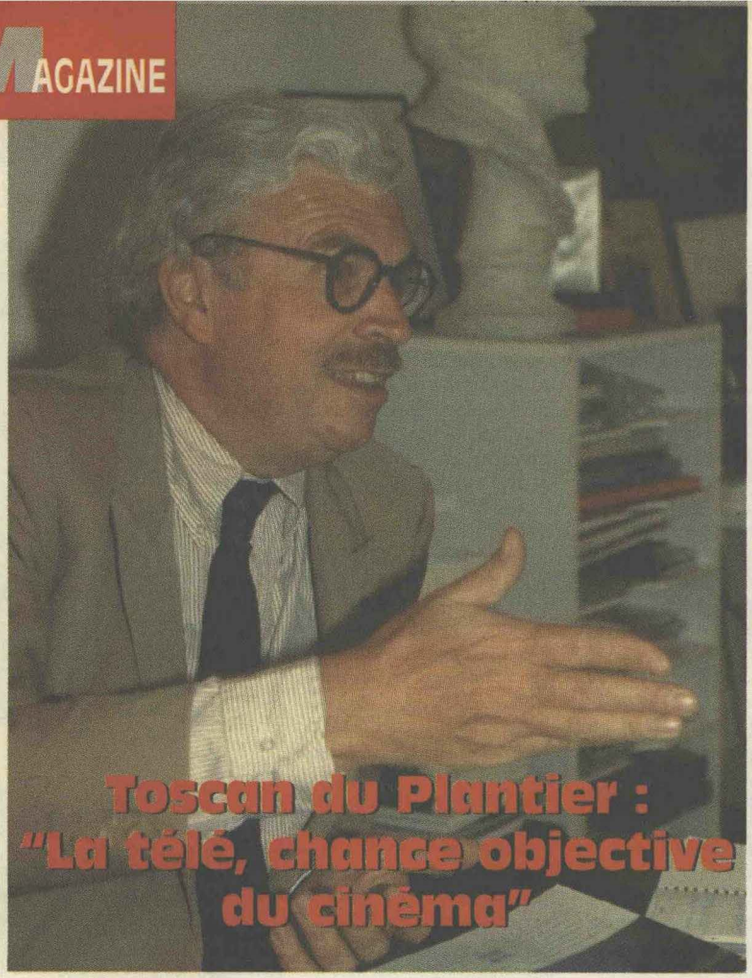
La privatisation d'Usinor-Sacilor donne du fil à retordre au gouvernement. La CGT refuse fermement la privatisation, la CFDT appelle au respect des engagements du candidat Chirac (négociation sociale préalable). Quant au vice-président (RPR) de la région Lorraine, François Grosdidier, il a écrit au président de la République : "Je me suis trop impliqué à vos côtés pour accepter que les miens soient, dès le mois de votre élection, les premiers déçus du chiraquisme."

L'«ÉPÉE DE DAMOCLÈS» DE LA LOI AUBRY

Le plan social de la société Everit (groupe Saint-Gobain), qui prévoyait 154 suppressions d'emplois, a été rejeté par la Cour de cassation, en application de la loi Aubry adoptée le 27 janvier 1993. En estimant que ce plan social ne comportait pas de garanties sociales suffisantes, les juges créent une jurisprudence orientée vers la notion de "droit au travail". Le patronat dénonce l'"épée de Damoclès" suspendue au-dessus de la tête des employeurs.

EUROPE SOCIALE

L'Europe sociale pourrait franchir un pas important grâce à un protocole adopté par les patronats européens regroupés au sein de l'Unice et les organisations syndicales membres de la CES. En perspective, un pacte social visant notamment à "transformer la relance en un processus de croissance durable et créatrice d'emploi" et la contribution à "des formes innovatrices de travail telles que la réorganisation, la réduction et la reconfiguration du temps de travail".



Toscan du Plantier : "La télé, chance objective du cinéma"

Producteur et président d'Unifrance, ardent défenseur du cinéma français à l'étranger, Daniel Toscan du Plantier vient de publier "L'Emotion culturelle", un trésor d'anecdotes et de réflexions sur le septième art. Propos d'un des plus célèbres festivaliers de Cannes

Vous êtes depuis vingt ans un fidèle du festival de Cannes, qu'éprouvez-vous à chaque fois que vous y retournez ?

Trois sentiments. De la nostalgie, car certains des grands artistes avec lesquels j'ai travaillé ne sont plus là. Rossellini, Satyajit Ray, Fellini, Losey, etc. Ensuite, de l'admiration pour une institution qui n'a pas d'équivalent dans le monde et qui se maintient depuis près d'un demi-siècle comme l'événement majeur du cinéma mondial. Il faut en féliciter les responsables, Pierre Viot et Gilles Jacob. Enfin, un peu de crainte, car c'est un lieu très agressif pour les responsables du cinéma français et j'en ai toujours souffert.

Que pensez-vous de la sélection de cette année ?

D'abord, beaucoup de premiers films, ce qui est une sage décision. D'autre part, un heureux équilibre entre les productions américaine et européenne. Les trois films présentés par la France sont trois seconds films. C'est un bon signe : on peut supposer qu'ils sont réussis puisqu'ils ont été sélectionnés. Or, en général, le deuxième film est le plus fragile. Mathieu Kassovitz et Xavier Beauvois ont donc franchi cette difficulté. De plus, avec leurs films, on ne pourra plus dire que le cinéma français se cantonne dans la chambre à coucher et raconte toujours des histoires d'adultère. Quant au film de Jeunet et Caro, c'est une extraordinaire fête technologique, digne héritage de Méliès. Une merveille.

Pour ma part, j'ai coproduit le film de Souleymane Cissé, l'un des maîtres du cinéma africain, ce qu'il a prouvé avec "Yeelen". Et "Waati", son nouveau film, le confirme. Il commence en Afrique du Sud et se termine au nord du Mali, après avoir traversé les différentes civilisations africaines. Un film qui donne un sentiment de spiritualité, de gravité mais aussi d'optimisme pour ce continent, le plus souvent présenté comme un désastre.

Vous venez de publier "L'Emotion culturelle" (1), un retour sur vingt années d'activité consacrées au cinéma...

J'ai tenté, à l'aide de quelques exemples concrets, une réflexion sur la situation du cinéma en général et du cinéma français en particulier. Durant ces vingt dernières années, il a dû surmonter la concurrence de la télévision, dont il s'est cru longtemps la victime. Aujourd'hui, on prend conscience, peut-être un peu tard, que la télévision était, en fait, une chance objective. Les lois Lang de 1983 et le concept d'industrie culturelle, tel qu'il a été défini à cette époque, sont plus que jamais à l'ordre du jour et, d'ailleurs, les successeurs de la nouvelle majorité ont respecté ces objectifs. Je tiens à rendre hommage au rôle décisif qu'ont joué Jack Lang et François Mitterrand dans cette affaire.

Par contre, dans le même temps, le poids de l'hégémonie américaine n'a cessé de croître, d'autant plus qu'il n'y a pas en Europe, en dehors de la France, une vraie réflexion sur le cinéma et son avenir. A la vérité, il n'y a que deux peuples d'Occident qui se passionnent pour le cinéma, ce sont les Etats-Unis et la France. Si seulement l'Allemagne pensait et faisait la même chose que nous, vous imaginez ce que cela voudrait dire en termes de marché, de poids politique et financier. C'est donc elle qu'il faut convaincre. L'expérience franco-allemande d'Arte, formidablement positive, peut y aider.

Vous êtes président d'Unifrance (2). Comment va l'exportation des films français ?

Le cinéma français a autant de spectateurs à l'étranger qu'en France. C'est le seul des cinémas occidentaux, en dehors de celui des Etats-Unis, dans ce cas. Mais il est vrai que cela pourrait aller mieux. La difficulté, c'est que nous ne possédons pas de réseaux internationaux. Dans certains cas, il faut donner les films pour amorcer les marchés. De plus, aujourd'hui, c'est un bon calcul économique car les pays pauvres sont en train de créer des télévisions qui seront vite riches. En Amérique latine, en Europe centrale, elles achèteront nos films, à condition qu'ils soient d'abord diffusés en salles. La salle donne la notoriété au film, et c'est cette notoriété que l'on revend aux téléspectateurs. C'est ce que fait Canal plus.

Vous êtes l'un des producteurs les plus connus du cinéma français. Pourquoi avez-vous choisi ce métier ?

Il n'y a pas de métier où l'on ait autant ce sentiment de pouvoir transformer ses rêves en réalité. Je suis donc comblé, même si c'est parfois difficile, douloureux et dangereux. J'aime ce métier très créatif, un métier d'entrepreneur, qui casse les barrières entre l'art et le marché. Il m'arrive parfois de dire "art-gens" en deux mots. La division entre un cinéma populaire commercial et des films pour cinéphiles ne me plaît pas. J'ai voulu faire des œuvres, et j'oserai dire parfois des chefs-d'œuvre, pour grand public. J'aurais aimé être le producteur des "Enfants du paradis".

Propos recueillis par Claude Polak

(1) Flammarion. 1995. 206 p. 89 F.
(2) Organisme qui s'occupe de promouvoir les films français à l'étranger.

Cinéma — Cannes : Films de jeunes et films d'époque

Pourquoi le festival dure-t-il depuis presque cinquante ans ? Peut-être à cause d'un mélange particulier de rituel et d'inattendu ! Entre les cérémonies d'ouverture et de clôture s'interpose un foisonnement incroyable de surprises quotidiennes. Tout ce qui se tourne de meilleur pendant un an à travers le monde. Cette année, si les Etats-Unis présentent six films et l'Asie trois, l'Europe domine avec quatorze films sur vingt-quatre. La tendance est au rajeunissement. On compte trois premiers films et six seconds, et quatorze des cinéastes sélectionnés ne sont jamais venus à Cannes.

La France, en particulier, est représentée par trois films de jeunes. Xavier Beauvois et Mathieu Kassovitz traitent des problèmes de la jeunesse. Quant à Caro et Jeunet (les auteurs de "Delicatessen"), ils ont présenté "La Cité des enfants perdus", un conte de fée pour adultes qui séduira les mordus de BD fantastique ou d'effets spéciaux hollywoodiens.

Déjà sortis en salles : outre le Caro et Jeunet, deux films pas indispensables. "Georgia" (USA), d'Ulu Grosbard, deux sœurs qui chantent, l'une a réussi et l'autre pas. Une interrogation sur le talent. Et "Rangoon" (USA), de John Boorman. En Birmanie, une femme, leader de l'opposition démocratique, lutte contre l'écrasement de son peuple par un régime fasciste encore au pouvoir aujourd'hui. Un scénario un peu trop manichéen. A ne pas manquer : "Jefferson à Paris", de James Ivory, qui vient pour la septième fois à Cannes après, notamment, "Retour à Howards End". Avec ce talent qu'il possède de nous montrer à travers l'individuel -une histoire d'amour-, l'universel ; la Révolution française. Perfection de la mise en scène, musique de M.-A. Charpentier et Corelli nécessaire mais sans emphase et interprétation sans faille de Greta Scachi et de Nick Nolte. Et un sujet en or : de 1784 à 1789, la vie parisienne du futur président des Etats-Unis, Thomas Jefferson.

"Carrington", surtout, un film "Old England" pur sucre. Comment ne pas fondre devant l'inégalable humour et le savoir-vivre britanniques ? Ce film, le premier de Christopher Hamilton, conte la passion extraordinaire et dévastatrice, quoique platonique, de l'écrivain homosexuel Lytton Strachey et de Dora Carrington, une jeune peintre libérée. Emma Thompson, toujours éblouissante, forme avec Jonathan Price un couple hors du commun. Style anglais, décors, photographie, musique, tout concourt à faire de ce film une merveille. Film en costumes, comme la moitié de ceux présentés à Cannes cette année. Suite et palmes la semaine prochaine.

C. P.

Télé Média

Autant (de fric) en emporte Scarlett

Margaret Mitchell ne voulait pas de suite à "Autant en emporte le vent". L'opération commerciale montée avec ses goinfres d'héritiers par des affairistes et la dame Riplay qui a commis la suite interdite s'est avérée juteuse. Le cathodique Scarlett (TF1), commençant par une trahison, se poursuit par des trahisons du film et finit par le ratage le plus spectaculaire, le plus dispendieux et le plus prétentieux de la télé. Ce qui est moral.

Anatomie du ratage : le seul lien entre le prestigieux original et ce "Scarlett", entre celui de O'Selznic en 1939 et celui du nommé Robert Halmi en 1994, c'est le superlatif et le fric. Le plus grand, le plus cher.

Pilotée par Halmi et les coproducteurs, Bêta-Film, Berlusconi et TF1, connus pour leur amour de l'art, cette bluette de mégaproduction a coûté 220 millions, 200 acteurs, 2 000 figurants, 53 lieux de tournage, de la Georgie à l'Irlande, 120 costards pour Scarlett... Ces chiffres, seuls critères artistiques, sont aussi la seule cohérence d'un scénario au demeurant degré zéro de la platitude, bon pour la saga du samedi.

Joanne Whalley-Kilmer remplace la sublime Vivian Leigh. Il paraît qu'il a fallu un an pour dénicher cette minaudante et mièvre anti-Scarlett au regard ovin d'actrice de roman-photo. Certes, elle porte le chapeau de Scarlett et dit aussi "taratata" -qui n'a rien à voir avec Nagui. En place de Rhett-Gable-le Magnifique, on a sorti un ersatz de James Bond, l'insipide Timothy Dalton, au physique de VRP, qui n'a de Rhett que la moustache et le gilet.

L'histoire relève de Santa Barbara et de Dynasty, avec un brin de polar sur fond de sentiments mous, de voyages, de mensonges, de tempêtes assaisonnés de quelques naissances ou décès. Cela commence à Atlanta, d'où Scarlett, pas contente du divorce de son Rhett, part en Irlande. Rhett convole, Scarlett aussi et se retrouve, pauvre innocente, condamnée à la potence pour le meurtre de son mari. Rhett, devenu veuf, viendra la sauver, tagada...Touillez tout cela et vous avez le ratage accompli.

Pourquoi le film référence avait-il ce charme épique et ce souffle romantique ? Parce que, outre les irremplaçables acteurs, le réalisateur, Fleming, avait été aidé par Sam Wood et Cukor. Parce qu'il y avait, avec le scénariste Howard, les grands Ben Hecht et Scott Fitzgerald. La différence est là. Dans le talent.

Quand je songe qu'au même moment, sur Arte, il y avait "Dreyfus"et qu'il fallait veiller jusqu'à 1h50 pour voir le cycle de Cassavetes...

Jean Vermorel

A VOIR AUSSI

Dimanche 28 20h40 Lundi 29 22h15 **ARTE**	VOYAGE AVEC SCORCESE. Thema en deux parties. Exploration du cinéma américain par le grand cinéaste Scorcese. Une façon personnelle de voir la conquête de l'image, de Griffith à Eastwood. 4 heures extraordinaires en deux soirées.
Mardi 30 **ARTE** 21h45	LOUIS JOUVET, par Dominique Gros. Portrait du "patron" de théâtre, inventeur aussi d'un projecteur : le Jouvet !
Mercredi 31 **FR2**-20h55	CHARLOTTE, DITE CHARLIE, de Caroline Huppert. Remarquable téléfilm écrit par Colo Tavernier sur les troubles de l'adolescence et de l'identité sexuelle.
Jeudi 1er **FR2**-20h50	ENVOYÉ SPÉCIAL, de Paul Nahon. Deux reportages à noter : vie avec le sida et les médecins agressés par les anti-IVG.
Vendredi 2 **ARTE**-22h	ARCHIMÈDE. Le magazine scientifique européen. Tout sur l'agressivité : de l'actuel depuis 6 millions d'années.

le mot des lecteurs

Un nouvel espoir pour les jeunes

En rentrant chez moi, la nuit du 7 mai, après avoir passé ma journée comme assesseur au bureau de vote, j'ai trouvé ce petit mot de mon fils, que je vous fait parvenir et qui, je pense, reflète la pensée de centaines de milliers de jeunes : "Cher papa, chère maman, on a perdu... Tant pis, mais je suis persuadé que tout le travail que vous avez fourni n'est pas vain. Je sais que nous aurons bientôt de nouvelles victoires... Lionel a réussi à nous rendre l'espoir mais vous aussi... On reviendra très vite et plus fort ! Je vous aime, je vous embrasse."

L. Chalon
93 - Villetaneuse

Un virus venu d'ailleurs

Je ne comprends pas (ou je comprends trop bien) la tentative de déstabilisation du PS entreprise par les médias à quelques semaines des municipales. En effet, Lionel Jospin a su rassembler au second tour les millions de voix qui s'étaient portées sur Dominique Voynet, Robert Hue et même Laguiller au premier tour. Cela prouve que le peuple de gauche a plutôt bien compris les enjeux et que notre candidat à la carrure d'un homme d'Etat. Mais cela prouve aussi que la direction du Parti socialiste a su, à l'image de son premier secrétaire, jeter toutes ses forces dans la bataille. Ceux qui ont vu avec plaisir reparaître "Vendredi" et qui ont lu les nombreuses invitations de Henri à en faire toujours plus pour la victoire, et qui peuvent voir les bons résultats de Lionel dans les départements où les membres de la direction sont plus particulièrement engagés, peuvent en témoigner.
Alors, s'il vous plaît, camarades, ne nous laissons pas inoculer par l'environnement médiatique qui ne nous veut pas du bien le virus du déchirement interne.

Henry Pascal
77 - Torcy

Espoir et scepticisme

Jacques Chirac fructifie donc l'ambition de trois décennies et non décades de vie politique : il accède à l'Elysée. Aussi, élu sur un diagnostic de fracture de la société française et de rejet de la pensée unique, il va lui falloir maintenant appliquer la bonne thérapie de choc afin de concrétiser sa France pour tous -rejeton inavouable de la France unie de Mitterrand version 88. Optera-t-il alors pour le social-républicanisme de Séguin, l'ultralibéralisme de Madelin ou l'eurolibéralisme de Juppé ? Son programme, qui faisait plutôt penser à un catalogue ou à un projet "invertébré", ne le laisse pas deviner. D'ailleurs, le rassemblement victorieux de la Concorde ressemblait plus à un exutoire -"14 ans ça suffit"- qu'à la réalisation d'un réel espoir.

Sébastien Barles
06 - Nice

La mémoire courte

Tout au long de cette campagne présidentielle, on nous a rebattu les oreilles avec les "14 ans de mitterrandisme". Ça je veux bien mais "14 ans de socialisme" là non. N'oublions pas que, de 1986 à 1988, il y eut deux ans et demi de RPR/UDF. De même, depuis 1993, encore deux années, ce qui fait quatre ans et demi de cohabitation. Il ne reste plus que neuf ans et demi de socialisme réel. Les chômeurs, tout particulièrement, ont oublié qu'en 1986 (à peine revenu) J. Chirac a retiré l'impôt sur les grandes fortunes d'une part et a fait retirer l'autorisation administrative de licenciement. Ouvrant en grand toutes les portes aux entreprises pour licencier comme elles veulent quand elles veulent, il leur a accordé carte blanche.

Famille Fesard
27 - Aubevoye

Merci pour la gauche, le PS et l'espoir

Je suis, comme tous les autres camarades, meurtrie par la victoire de Chirac, meurtrie pour la population qui va souffrir, meurtrie parce qu'une défaite ne renforce jamais la gauche. Cependant, même battu, Lionel Jospin nous a permis de démontrer que la gauche n'est pas morte.
Je suis heureuse d'être dans un parti où, après une procédure de désignation démocratique, presque tout le PS s'est retrouvé derrière le candidat. La palme des meilleurs marathoniens revient même à Marie-Noëlle Lienemann, Henri Emmanuelli, Jean-Luc Mélenchon et Jean Glavany, qui ont assuré chacun entre vingt et trente réunions publiques. Merci pour Lionel, merci pour la gauche, le PS et l'espoir.

Odette Mattéus
17 - Semussac

♥♠ COUP de CŒUR et de CROC

♥ MEDICALERIES

Le corps médical n'était, jusqu'à présent, informé que par la presse de droite - "Le Quotidien du médecin " (épouse Tesson), "Panorama du Médecin" (contrôlé par l'anglais Pearson) et Impact Médecin" (à 50% allemand). Notre confrère "InfoMatin", piloté par André Rousselet, lance un quotidien "Info-Matin-Médecin". C'est un pari qu'il faut soutenir, car nos amis médecins généralistes -il y en a 58 000 en France- se doivent d'être éclairés pour une fois par une presse de gauche.

Pendant que vous êtes dans la médicalité, allez voir l'étrange exposition de photos du métier, de 1840 à 1920 (1). Est-ce de l'art médical, ces insoutenables représentations de bubons, de sarcomes, de déformés, de corps écaillés, d'hystériques épouvantés, d'écarquillés hydrocéphales, de figés à l'orée de la mort, ou de l'art brut ? Plutôt une spectaculaire plastique de l'acte médical tel qu'il y a un siècle on le pratiquait. Hallucinant et, le mot est vrai : dérangeant. Car notre corps ainsi vu l'est profondément.
(1) Hôtel Sully. 62, rue Saint-Antoine. Paris 4e. Jusqu'au 4 juin.

♥ QUARTIERS DE CASTRO

Nouvelles de Lorient : les "barres" de Le Corbusier sur le port, avec leurs quartiers sociaux modernes en 1948, tombent en vétusté aujourd'hui. Depuis 1991, Roland Castro entreprend de rénover "l'urbanité perdue" (sa doctrine avec Cantal-Dupart). Son DSQ (Développement social des quartiers) a réaménagé complètement le coin, avec ses terrasses, ses balcons courbes, ses cours intérieures, ses logements étudiants et ses inventions "castristes". Ce que fait Castro déplaît souvent à l'establishment urbanistique. Mais son réalisme au contact de la population de Lorient, de ses besoins et de ses goûts est primordial pour notre société urbaine. Une réussite.

♥ SOS ZOLA

Allez vite chez Zola, à Médan. Sa maison a des problèmes. L'Association du musée Emile-Zola n'a pas de sous. Le "trou charmant" d'Emile, l'aile Nana, la tour Germinal, le gothique bizarre, le salon-billard des "soirées de Médan", cette "bicoque sans bourgeois dans le voisinage", tombe en quenouille et a besoin de mécènat. Car l'Assistance publique -à qui Alexandrine, la veuve Zola, a légué la baraque sublime- ne veut plus en assurer l'entretien. Le conseil régional a suffisamment de fric pour y contribuer.

♠ GUICHARD-LE-BETONNEUR

Le baron gaulliste Olivier Guichard ne se représente pas à la mairie de La Baule. Son regret ? N'avoir pas bâti plus de tours sur cette bonne côte océanique. Elles sont, à ses yeux , "les signaux intéressants de cette terre plate." Les électeurs de La Baule apprécieront.

LA VIE DU PARTI
lettre de Vendredi

Communiqué du Parti socialiste

Le nouveau président de la République, Jacques Chirac, vient, par un message au Parlement, de faire connaître certaines des modalités du projet de révision des institutions qu'il souhaite faire adopter.

Les socialistes ne peuvent que se féliciter de son désir manifesté de redonner sa vraie place à la représentation nationale, suivant ainsi les propositions que Philippe Séguin avait reprises de Laurent Fabius, et d'étendre le champ du référendum prévu par l'article 11 comme l'avait proposé François Mitterrand. Ces aménagements, contre lesquels la droite s'était prononcée en leur temps, vont très probablement dans le bon sens, encore convient-il de savoir comment ils aboutiront et à quoi ils seront utilisés.

Davantage que la durée des sessions, si l'on veut rénover le Parlement, améliorer son travail et remotiver députés et sénateurs, il convient en effet de mettre en chantier deux réformes essentielles. L'une permettant aux parlementaires de maîtriser une partie de l'ordre du jour des Assemblées. L'autre, complémentaire de la première, les autorisant à faire entendre et adopter leurs propositions de loi sans se heurter systématiquement au mur de l'article 49.3. Ce seraient là les réformes susceptibles de créer un véritable équilibre entre l'exécutif et le législatif.

le 19 mai 1995

GOUVERNEMENT

UNE SYMBOLIQUE INQUIÉTANTE

La constitution d'une équipe gouvernementale repose sur des dosages, des arbitrages souvent tactiques et délicats, avec leur part d'arbitraire et d'opacité. Celle-ci n'échappe pas à la règle, il s'en faut de beaucoup.

On nous avait annoncé un gouvernement resserré et renouvelé. Au final, il comprend quarante-trois membres ! On y rencontre en outre des habitués des portefeuilles ministériels, tels que Hervé de Charette ou Bernard Pons, l'homme d'Ouvéa.

On nous avait prédit un gouvernement féminisé. La première femme de cette équipe gouvernementale occupe le 14e rang.

Il s'agit en fait d'un gouvernement chiraquien, parisien, francilien. Un certain sentiment de repli sur l'appareil RPR semble l'emporter sur l'esprit d'ouverture pourtant promise. Bref, un gouvernement de droite sans surprises, rassemblé autour de son chef, le président du RPR.

Mais il y a plus préoccupant, parce que plus significatif encore : la répartition des attributions ministérielles. En effet, le découpage arrêté conduit à un éclatement pur et simple de l'ancien ministère des Affaires sociales, qui n'existe plus en tant que tel. Cet éclatement, cet émiettement entraîneront déperdition d'énergies, multitude de contradictions et de dysfonctionnements administratifs.

Au bout du compte, nous observons la disparition de toute référence à la Sécurité sociale en tant qu'institution, et avec tous les risques que cette situation peut entraîner sur l'unité du statut des personnels. Cet "oubli", cette "négligence" paraissent d'autant plus inquiétants que nous fêtons, précisément cette année, son 50e anniversaire.

La santé amputée

Absence remarquée également d'un authentique ministère de la Santé. En effet, la référence à la seule Santé publique, qui n'est pas contestable en soi, peut être interprétée comme l'abandon implicite de toute politique globale de santé à la logique des intérêts libéraux, et, surtout, comme le renoncement à toute maîtrise médicalisée des dépenses privées.

Si l'important réside dans la nature des mesures qui seront prises, ce nouveau découpage gouvernemental relève de la symbolique, et il est des symboles qui possèdent leur propre force et leur propre logique. D'autant que nous connaissons bien les positions constantes soutenues par la droite en la matière.

La Sécu étranglée

Sommes-nous face à une tentative de remise en cause subreptice et encore inavouée de la Sécurité sociale ? Ou, pour le moins, d'une atteinte à son unité de gestion et de fonctionnement, conformément aux projets traditionnels de la droite en la matière ? Serait-ce le signal d'une implosion plus ou moins annoncée de notre système de protection sociale ?

Les discours électoraux tenus par le candidat Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle, à propos du refus d'une politique maîtrisée et médicalisée des dépenses de santé, ou ses attaques contre l'hôpital public -présenté comme responsable principal des dérives financières- vont toujours dans le même sens. Il en va de même des projets d'instauration de fonds de pension et d'introduction de ferments de capitalisation en matière de retraite.

BON DE COMMANDE
A renvoyer à l'Association Pays de Jaurès
37, rue Maries 81000 Albi
Tél. : 63 49 71 71 - Fax : 63 38 47 13

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

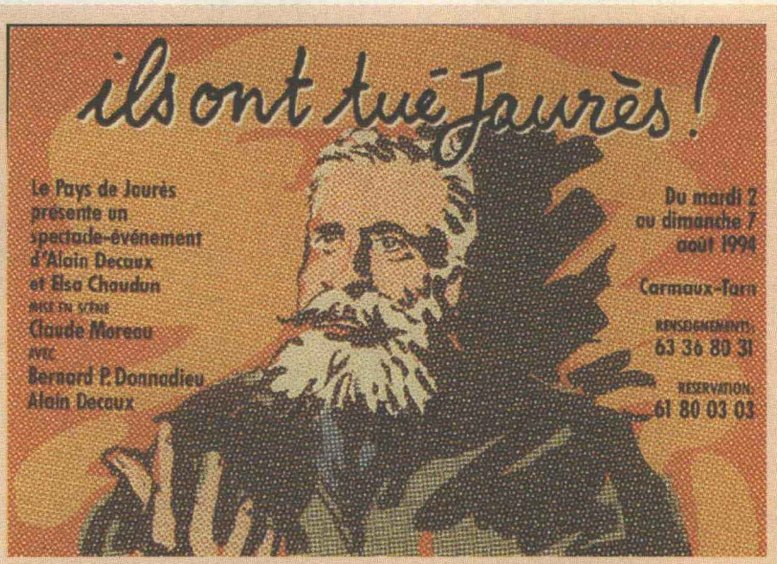
Je soussigné souhaite recevoir ..... cassette(s) vidéo de l'enregistrement du spectacle "Ils ont tué Jaurès". Je joins à mon envoi le chèque correspondant.

180 F x ..... cassettes, soit ..... F
+ frais de port * 25 F
(jusqu'à 5 cassettes)

TOTAL ..... F

Date : **Signature**

*** Pour toute commande supérieure à 5 cassettes, nous contacter.**



"ILS ONT TUE JAURES"

disponible en cassette (attention : réédition - nombre limité)

Revivez l'émotion de ce grand spectacle donné à Carmaux pour commémorer le 80e anniversaire de la mort de Jaurès. Profitez de la réédition de ce document exceptionnel en retournant le bulletin de commande ci-contre accompagné du chèque correspondant.

Il est vrai que le dossier politique et financier de la protection sociale reste explosif. La profonde dérive des comptes léguée par Edouard Balladur, avec le soutien et la complicité active de l'ensemble de la majorité parlementaire RPR-UDF, inquiète. Avec 55 milliards de déficit annuel depuis 1993, le gouvernement Balladur a multiplié par cinq le déficit annuel du régime général ; aussi, le gouvernement Juppé devra agir vite.

L'annonce d'un probable renchérissement de la TVA à concurrence de 40 milliards -véritable taxe antisociale parce que visant de manière injuste les revenus les plus modestes- révèle l'ampleur de cette dégradation comptable. Elle risque également, si elle est confirmée, de compromettre le peu de reprise économique en cours et donc le succès de la bataille pour l'emploi.

A moins qu'il ne s'agisse d'un nouveau transfert financier sans contrepartie, au profit de la trésorerie des entreprises, sous forme d'exonération de charges, au détriment des consommateurs modestes et moyens. Auquel cas, la dérive des comptes sociaux se poursuivrait dangereusement. Avec tous les risques pour l'avenir d'une protection sociale pour tous. Et sans garantie sérieuse sur le front de l'emploi.

Autant de raisons qui nous incitent non seulement à manifester une grande vigilance, mais aussi à nous tenir prêts pour la mobilisation.

Michel Debout, secrétaire national aux Affaires sociales

PARLEMENT

Le nouveau pouvoir engage de timides réformes

Philippe Séguin peut s'estimer comblé. Le nouveau Président de la République vient d'exaucer plusieurs de ses vœux. Mais revenons sur ces idées "neuves".

La "session unique" de neuf mois du Parlement, chère à M. Séguin, ne date pas d'hier, ni de la campagne présidentielle, encore que notre candidat, Lionel Jospin, ait largement débattu des moyens de démocratiser réellement notre vie politique, dans sa campagne et lors du débat l'opposant à Jacques Chirac. Cette disposition constituait l'article 13 du projet de loi constitutionnelle déposé par MM. Mitterrand et Bérégovoy, sur le bureau du Sénat, le 23 décembre 1992. Devant le peu d'empressement de la nouvelle majorité à l'Assemblée nationale, issue de l'alternance de 1993, ou de la majorité sénatoriale, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale déposait, le 29 septembre 1993, la proposition de loi constitutionnelle n° 549 tendant à l'instauration d'une session parlementaire unique.

Une avancée

Nous ne pouvons donc que constater l'évolution des esprits à droite, qui acceptent aujourd'hui ce qu'ils refusaient hier. Il ne s'agit pourtant que de l'un des éléments permettant un meilleur travail des parlementaires : les socialistes avaient, à l'automne, proposé également une révision des incompatibilités des parlementaires, pour éviter certains cumuls de mandats, et d'activités privées, dommageables à un exercice plein et entier de leur mandat national. Notre proposition de loi n° 1763 du 5 décembre 1994 n'a jamais pu être inscrite à l'ordre du jour.

La session unique -proposée par les socialistes depuis de nombreuses années- constituera donc une bonne avancée, certes tardive du fait des atermoiements de la droite, mais qui reste insuffisante si elle n'est pas accompagnée de la réforme des incompatibilités.

Des outils modernes pour un Parlement actif

Quant aux pouvoirs de contrôle du gouvernement par le Parlement, cette idée que Philippe Séguin avance comme une nouveauté, c'est la reprise de la proposition détaillée par Lionel Jospin dans la campagne : "Le Parlement doit se doter d'outils modernes, lui permettant de disposer de ses propres analyses afin d'être à égalité dans le dialogue avec le gouvernement avec, par exemple, la création d'un office parlementaire économique et budgétaire."

Là encore, nous faisons nôtre cette idée, en rappelant néanmoins à M. Séguin que la restauration d'un équilibre entre l'exécutif et le législatif passe, pour les socialistes, par d'autres mesures autrement plus importantes pour la vie démocratique :

- la limitation de l'usage de l'article 49 alinéa 3 ;
- une meilleure maîtrise de son ordre du jour par le Parlement, notamment l'inscription plus facile de propositions d'initiative parlementaire, même sans l'accord du gouvernement ;
- un renforcement des pouvoirs des commissions permanentes ;
- et, surtout, un accroissement des droits de l'opposition, reconnus dans notre règlement et qui lui permettrait, selon "un droit de tirage", de mettre en place des commissions d'enquête ou d'obtenir des débats en séance publique, même si ceux-ci ne recueillent pas, au préalable, l'assentiment du gouvernement.

Toutes ces propositions visant à la démocratisation de nos institutions, sont connues depuis le groupe de travail de janvier 1994 sur la réforme du règlement de l'Assemblée nationale et ont été développées par notre candidat à l'élection présidentielle.

Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale souhaite donc que l'état d'esprit manifesté par le nouveau pouvoir n'en reste pas aux réformes annoncées mais qu'il reprenne celles qui ont été déjà proposées. Car c'est de l'ensemble de ces dispositions que pourront naître un Parlement plus actif et un véritable contrôle parlementaire.

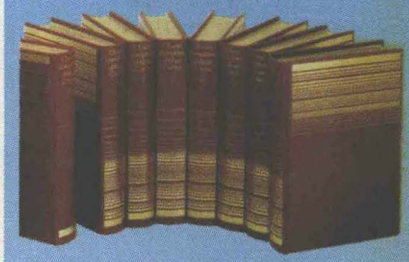
Martin Malvy
Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale

CAMUS
Les Œuvres complètes



Camus disait que "le seul rôle véritable de l'homme, né dans un monde absurde, était de vivre, d'avoir conscience de sa vie, de sa révolte, de sa liberté".

En 1957, le prix Nobel est décerné à Camus pour son œuvre, mais aussi pour le combat qu'il a mené contre toutes les injustices et contre tout ce qui veut écraser l'homme.
Cette édition due au Club de l'honnête homme regroupe ses chefs-d'œuvre en 9 volumes.



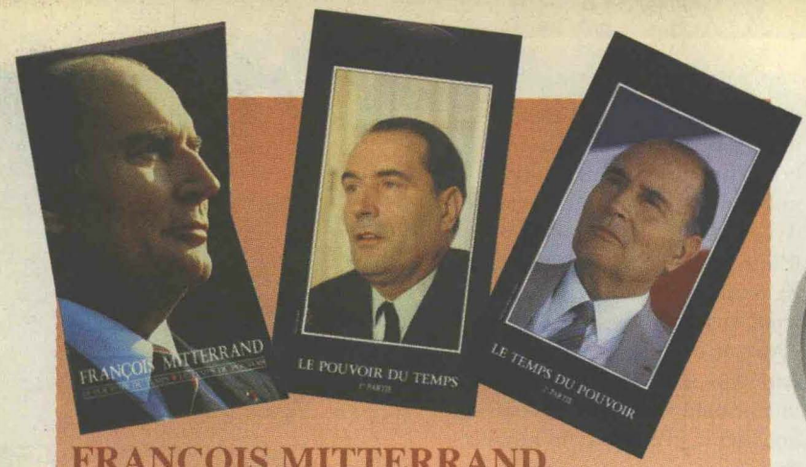
Tirage limité et numéroté. Impression sur Vergé ivoire, reliure plein cuir rouge, dos et plats dorés à l'or fin. Chaque tome est présenté sous étui.

POUR INFORMATION

Votre nom : .....
Votre prénom : .....
Votre adresse : .....
Tél. pers : .....
Tél. professionnel : .....

Retourner à : Mecenas Conseil
91, rue du Fg-Saint- Honoré
75008 Paris
Tél. : 44 71 36 00-Fax : 47 41 36 29

par 1



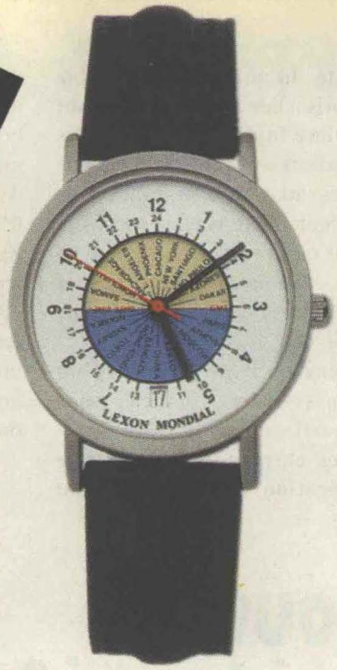
FRANÇOIS MITTERRAND

LE POUVOIR DU TEMPS LE TEMPS DU POUVOIR

DEUX VIDEOS en deux récits qui combinent documents d'archives inédits, témoignages des amis et adversaires, tournages exclusifs : à l'Elysée, en famille, sur sa terre natale...

Durée de chaque cassette vidéo : 55 mn environ,

PRIX 199 F ref VE 11



LA MONTRE MONDIALE QUARTZ

Pour faire le tour du monde en 1 minute !
Qui sait si demain vous n'en aurez pas besoin.
La montre Mondiale quartz est très originale.
Avec elle, regarder l'heure devient un jeu. De plus son prix est raisonnable pour une qualité irréprochable.

- mouvement à quartz
- date du jour
- boîtier en acier brossé

Prix 325 F TTC

L'ALBUM SOUVENIR

"De ces pages sourd la chaleur des souvenirs de lutte. Mes pensées vont à ceux qui la continuent."
François Mitterrand

128 pages, 200 photos. Prix 120 F ref BV 12



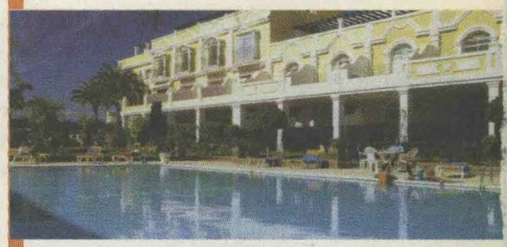
Une sem

800 F* au lieu de 4500 F

prix cadeau aux lecteurs de "Vendredi"

7 jours de rêve dans une résidence de luxe 5 étoiles à Marbella au sud de l'Espagne.

Jouissez d'un confort exceptionnel dans un environnement sensationnel à Aloha Gardens.





Désignation des articles	Qtés	Prix unitaire

Participation aux frais d'emballage et d'expédition : 28,50 F

Total F TTC :

Mode de règlement choisi (merci d'écrire en lettres "bâtons")

☐ Par chèque bancaire ou postal **(chèque à l'ordre de CYBELLE)**

☐ **Carte Bleue** ⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊

Expire fin ⌊⌊⌊⌊⌊ Signature

Nom : **Prénom :**

Adresse complète (indispensable pour livraison)

Ville : **Code postal :** **Tél. : (facultatif)**

Important : une facture acquittée sera jointe à votre colis.

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès et rectification pour toute information vous concernant sur votre fichier.

NOTRE CONTRAT CONFIANCE

LIVRAISON RAPIDE :
votre commande est traitée le jour même de sa réception. Vous la recevrez 8 jours après, dans la plupart des cas. Dans la limite des stocks disponibles.

SATISFAIT OU REMBOURSÉ :
Si pour quelque raison que ce soit l'article ne répondait pas à votre attente, nous vous prions de bien vouloir nous le retourner dans son emballage d'origine dans les 15 jours qui suivent sa réception. Vous serez remboursé en totalité, nous en prenons l'engagement formel.

QUALITÉ GARANTIE :
C'est le premier critère que Vendredi prend en compte lors de sa sélection. Tous nos articles sont garantis au minimum 6 mois et bénéficient de la garantie de notre service après vente.

Bon de commande prioritaire

à retourner sous enveloppe affranchie avec votre règlement à :

La Boutique de **Vendredi**

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07

LBDV12

**Tarif pour un couple. Ajouter 100 F par enfant. Valable pour la réservation d'un appartement du samedi au samedi. Ce prix ne comprend pas le billet d'avion (Paris-Malaga) et les repas. Vous pouvez choisir la date de votre semaine qui vous sera réservée pendant un délai maximum d'un an à compter du jour de votre réservation.*

aine de rêve à Aloha Gardens



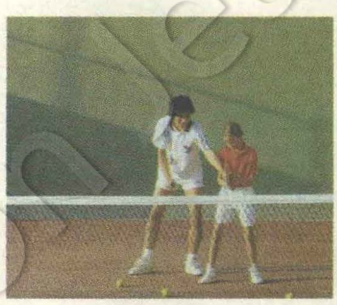


Aloha Gardens dispose de 3 piscines dont une couverte, 2 jacuzzi, gymnase, tennis, paddle, golfs, (dont un de nuit), une école de golf, jardin d'enfants, cafétéria, restaurant, salons, bibliothèque et billard.





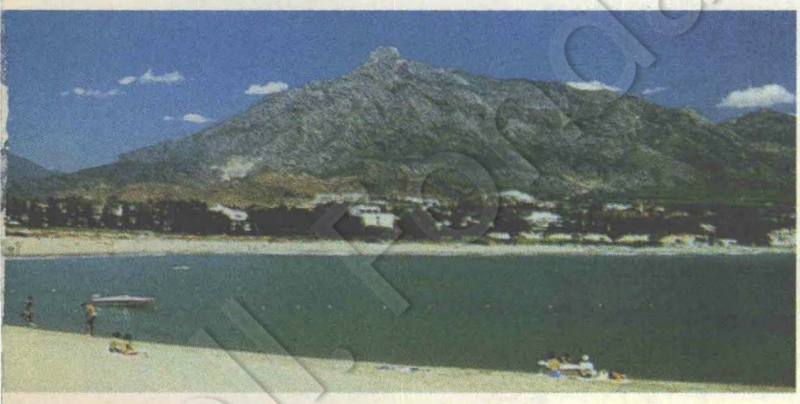
Notre nouvelle formule de vacances vous enchantera. Sur place, la direction vous accueillera pour vous présenter ce lieu magique et son complexe résidentiel nouveau et exemplaire.
Nous avons sélectionné les meilleures prestations afin que vos futures vacances restent inoubliables.
Aloha Gardens est situé dans l'endroit le plus formidable de la Costa del Sol, très exactement dans la vallée que l'on appelle "Paradis du golf", à 7 kilomètres de Marbella, 3 mn en voiture de Puertos Banus, port de plaisance célèbre pour ses ambiances nocturnes et ses restaurants, sans oublier ses fontaines, ses cascades, la luxuriance de fleurs si variées.





Les appartements aux sols de marbre sont équipés top niveau : cuisines dotées de four micro-ondes, lave-vaisselle, machine à laver le linge, télévision, magnétoscope, antenne parabolique et chaîne hi-fi. Confort maximum avec air conditionné.

Le service de ménage domestique est assuré. Un minibus peut être réservé pour vos déplacements dans les environs. Aloha Gardens fait partie des complexes les mieux équipés pour que vous puissiez profiter de vos loisirs.



LA BOUTIQUE DE Vendredi

SUPER ! E PRIX CADEAU

NOUS PARTONS DU SAMEDI..... AU SAMEDI.....

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

VILLE : ..... CODE POSTAL : ..... TEL (INDISPENSABLE) : .....

ANNÉE DE NAISSANCE : M ..... MME.....

PROFESSION : M. ..... MME.....

NOMBRE DE COUPLES : .....X 800 F .....

NOMBRE D'ENFANTS : .....X 100 F .....

PRIX TOTAL .....(AJOUTER 100 F PAR ENFANT)

VOUS RECEVREZ LA CONFIRMATION DE VOTRE SÉJOUR AVEC PLAN D'ACCÈS ET DOCUMENTATION COMPLÈTE 15 JOURS APRÈS LA RÉCEPTION DE VOTRE COMMANDE.

En rassemblant plus de 14 millions de suffrages à l'élection présidentielle, Lionel Jospin a créé un élan, ouvert une espérance. Pour prolonger et amplifier cette dynamique, pour préparer les futures victoires, rejoignez le Parti socialiste. Venez construire avec nous le grand parti de la gauche, du progrès, de la justice sociale. Oui, vite, on a besoin de vous !



Nom : ..... **Prénom :** ..... **Adresse :** .....
.....

❒ **Je souhaite adhérer au Parti socialiste.**

❒ **Je désire prendre contact avec la fédération socialiste de mon département.**

❒ **Pour aider le Parti socialiste, je verse la somme de** ..... **francs. (Chèque à l'ordre de l'AFPS).**

A renvoyer au : PARTI SOCIALISTE (BNA) 10, rue de Solferino, 75333 PARIS CEDEX 07.

Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes sont déductibles des impôts. Une attestation fiscale vous sera adressée.

Découpez - photocopiez - distribuez - Découpez - photocopiez - distribuez - Découpez - photocopiez - distribuez